

INPRECOR

Numéro 232 du 15 décembre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

AFRIQUE DU SUD



**Débat autour
de la Charte de la liberté**

ARGENTINE

L'autocritique du Parti communiste

Sommaire du numéro 232 du 15 décembre 1986

3	ECOLOGIE	La course aux profits mène à Tchernobâle	Charles-André UDRY
5	AFRIQUE DU SUD	Débat autour de la Charte de la liberté	Peter BLUMER
13	ARGENTINE	L'autocritique du Parti communiste argentin	Horacio TARCUS
16	—	Un dirigeant du PCA s'exprime	Fernando NADRA
19	MEXIQUE	Un défi pour la construction du parti des révolutionnaires	Sergio RODRIGUEZ
22	—	Le PRT et l'unité de la gauche	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La course aux profits mène à Tchernobâle

L'INCENDIE du dépôt Sandoz de la Schweizerhalle, à Bâle, ainsi que la négligence criminelle avec laquelle Ciba-Geigy a déversé 400 litres d'herbicide dans les eaux du Rhin, ont soulevé la question du fonctionnement de l'industrie chimique dans la société industrielle développée et capitaliste.

Bâle n'est pas le premier des grands accidents de l'industrie chimique, et sans doute, hélas, pas le dernier. En juillet 1948, une explosion chez BASF, à Ludwigshafen, en Allemagne fédérale, provoquait 200 morts et 3 800 blessés. En juin 1974, l'explosion de Nypro, dans la petite ville de Flixbo-

rough, à 260 km de Londres, faisait 28 morts, des centaines de blessés, et endommageait des centaines de maisons. En juillet 1976 à Seveso, en Italie, à la suite d'une fuite de dioxine — un produit hautement toxique —, des milliers de personnes étaient évacuées, le territoire de la commune étant contaminé. Evacuation aussi de 25 000 personnes, en novembre 1979, après l'explosion de Mississauga, près de Toronto. Enfin, l'accident d'Union Carbide, à Bhopal (1), en décembre 1984, provoqua la mort d'environ 3 000 personnes.

Charles-André UDRY

L'examen des divers accidents de l'industrie chimique révèle immédiatement un dénominateur commun : les entreprises de la chimie ne respectent pas, ou fort peu, les normes les plus élémentaires édictées par les diverses instances étatiques. Nos grands patrons, champions de la loi et de l'ordre, ne manquent pas une occasion d'enfreindre cette loi, quand il y va de leurs profits.

« A Flixborough, Nypro avait installé une capacité de stockage qui dépassait de quarante-trois fois la capacité autorisée. A Seveso, Icmesa (firme dépendant d'Hoffmann-La Roche, ndlr.) était en infraction par rapport à tous les services de contrôle. Il ne s'agit pas là de "convenances admissibles au regard d'une administration tatillonne". Lorsqu'on en arrive comme dans le cas de Seveso, à demander l'autorisation de construire une unité de traitement de déchets pour éliminer les résidus d'une production dangereuse, non déclarée, donc non autorisée, il y a manifestement écart non tolérable. » (2)

Quelques années plus tard, Hoffmann-La Roche récidivait. Par le biais de Givaudan, firme genevoise qu'elle contrôle, elle avait passé un contrat avec la firme allemande Mannesmann AG pour se débarrasser, en cachette et en toute bonne conscience, des déchets toxiques provenant de Seveso. Ils ont atterri dans un dépôt de carcasses d'animaux dans le nord de la France, à Anguilcourt-le-Sart, où ils furent découverts par hasard. C'est seulement alors qu'Hoffmann-La Roche fut contraint, sous la pression du gouvernement français et de l'opinion publique, d'« avaler » sa dioxine et de construire un four spécial pour incinérer et neutraliser ces déchets délétères. (3)

Après la catastrophe de Bhopal, en décembre 1984, Union Carbide était à l'origine d'un autre accident, en 1985, dans son usine d'Institute, en Virginie, aux Etats-Unis, qui fut révélé grâce à l'odorat des salariés et des habitants. L'odorat des personnes en danger est souvent considéré comme un élément de sécurité par les industriels qui ne jurant que par la science et la technique et

se méfient des «réactions de panique de la population», argument avec lequel ils justifient leur refus d'information ! Si le ridicule tuait autant que la dioxine, plus d'un de ces capitaines d'industrie auraient passé de vie à trépas !

Après une enquête menée au sujet de l'accident d'Institute, l'organisme d'Etat chargé de la santé et de la sécurité au travail, l'OSHA, a infligé une amende de 1,4 millions de dollars à Union Carbide. Dans les considérants, le secrétaire au Travail du gouvernement Reagan, William Brock, indiquait que la commission d'enquête avait constaté «une violation constante, délibérée des règlements». « Le pire, ajoutait-il, résidait dans l'atmosphère, l'attitude (de la direction de l'entreprise) pour qui, quelques accidents, ici ou là, sont le prix à payer pour la production. » (4)

Tous ces termes pourraient s'appliquer à Sandoz ou Ciba-Geigy, à cette différence qu'il y a bien peu de chances de voir à l'oeuvre en Suisse, pour l'affaire Sandoz, une commission d'enquête aussi compétente et indépendante que celle mise sur pied par l'administration américaine, même sous le règne obscurantiste de Reagan. Après l'accident de la Schweizerhalle, l'un des responsables de l'Office fédéral pour la protection de l'environnement (OPFE), Hans Peter Hauri, accuse Sandoz d'avoir violé plusieurs articles de la loi de 1985 sur la protection de l'environnement (5). Il est certain qu'il en va de même pour le rejet effectué dans le Rhin par Ciba-Geigy, mais les délinquants sont toujours en liberté, comme leurs poisons dans les eaux rhénanes.

DES ACCIDENTS QUI NE SONT PAS DES SURPRISES

Toutes les études sur les accidents de l'industrie chimique démontrent qu'ils ne sont que des répliques d'incidents déjà survenus, avec cette seule différence que, par son ampleur, cet accident-ci attire l'attention de l'opinion publique et seulement après, celle des autorités.

Une conclusion découle de ce constat : ces accidents ne sont pas du domaine de la fatalité, mais sont fort souvent pré-

visibles. Preuve en est le fait que les assurances — qui ne désirent pas payer une facture trop élevée en cas « d'emmerdements », comme le disent élégamment en privé les patrons des compagnies d'assurance — indiquent généralement les dangers aux industriels. On sait que les assureurs américains l'avaient déjà fait pour Union Carbide. Il en va de même en Suisse. La Zürich-Assurance avait, il y a cinq ans, émis de nombreuses critiques contre le dispositif de sécurité de Sandoz. La réponse de Sandoz fut simple : le trust de la chimie changea d'assureur et ne prit aucune disposition sérieuse pour améliorer des mesures de sécurité déficientes. Voilà une belle illustration de la dite liberté du marché, du respect de la loi de l'offre et de la demande. Pour encaisser de coquettes primes, qui allaient auparavant à leur concurrent, la Winterthur et Gerling ont accepté de fermer les yeux, espérant que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes chimiques. Sandoz continua son activité criminelle de stockage de produits hautement périlleux sans encourir la plus petite sanction.

Sandoz était donc prévenu par la Zürich. Aujourd'hui, le crime commis, les patrons de Sandoz ne sont même pas légalement des prévenus, pour ne pas parler de prison préventive. Par contre, la Winterthur doit se mordre les doigts et la Zürich se frotter les mains. Toute cette double morale, inscrite dans la propriété privée, l'économie de marché et la concurrence traduit simplement le respect des industriels et des compagnies d'assurance pour le profit, et leur dédain pour les citoyens et les salariés. Il n'est pas inutile de rappeler que Sandoz a changé d'assureur, après un examen effectué par la firme Mac

1. Sur Bhopal, voir *Inprecor* numéro 189 du 4 février 1985.

2. Patrick Lagadec, *La civilisation du risque*, Seuil, 1981, p. 128.

3. John Elkington, « Poisons to Burn or Bury », *Encyclopedia Britannica*, suppl. 1984, p. 364.

4. *The Nation*, Charles Perrow, « The Risky Systems. The Habit of Courting Disaster », 11 octobre 1986, pp. 347 à 356.

5. *L'Hebdo*, 13 novembre 1986, article de Roger Gaillard.

Kinsey, spécialisée dans l'étude de diverses modifications de gestion à entreprendre pour réduire les coûts de production, depuis les frais généraux jusqu'aux salaires. Sécurité et profit ne font pas bon ménage, surtout quand des mesures de « rationalisation » sont prises.

COMPLAISANCE ADMINISTRATIVE

A y regarder de plus près, on remarque la complaisance de certaines administrations étatiques. En effet, le stockage de produits hautement toxiques s'effectuait dans des locaux construits en 1968 pour abriter des machines. Onze ans plus tard, en 1979 Sandoz prétend avoir reçu l'autorisation de les transformer en entrepôts pour des produits chimiques et agro-chimiques. Il serait intéressant de connaître dans le détail les enquêtes faites ou pas faites, des services compétents, avant que le feu vert administratif ait été donné.

Tous les accidents démontrent la servilité des institutions étatiques envers les trusts de la chimie, ou leur impuissance à faire respecter une série de réglementations rudimentaires, ou bien les deux à la fois. Lors d'accidents d'une certaine envergure, ce sont des commissions d'enquête ad hoc qui découvrent le pot aux roses.

Pourrait-on un jour percer les mystères de Bâle ? On peut constater avec ironie que le sens du secret et de l'information distillée au compte-gouttes, sont tout autant le propre des grands de la chimie suisse et des autorités helvétiques que le fait de Gorbatchev lors de Tchernobyl, à ceci près que les satellites américains informaient (et désinformaient) alors sur le déroulement de l'accident nucléaire. Ici, nous n'avons pas droit à un tel déploiement d'explications qui nous seraient données par les services d'espionnage soviétiques. Nous devons nous contenter de quelques révélations, venant des Verts allemands, à la suite d'une « fuite » que la Zürich-Assurance ne voit pas d'un mauvais œil, ou provenant, plus ou moins directement, de quelques chimistes allemands ou français concurrents des Suisses et très satisfaits de se dépolluer la conscience à bon marché, en tendant des crocs-en-jambe à leurs très chers collègues et néanmoins rivaux industriels.

SUBSTANCES INTERMÉDIAIRES, RISQUES FONDAMENTAUX

L'accident de la Schweizerhalle met en relief ce qui est commun à toutes les catastrophes passées et à venir de l'industrie chimique.

Ce secteur travaille pour l'essentiel à partir d'un certain nombre de matières premières relativement réduites en nombre (pétrole, charbon, chlore, ammoniac, soufre). A partir de ces dernières, l'industrie chimique multiplie massivement, la fabrication de substances intermédiaires, souvent très toxiques, utilisées pour un grand nombre de produits finis. Dès lors, la logique économique-technique du processus de production de ces produits intermédiaires provoque toute une série

de dangers.

« Ainsi, le taux de profit étonnamment élevé de cette industrie chimique semble être la conséquence directe de l'invention et de la production, à intervalles rapprochés, de nouvelles matières synthétiques qui, lorsqu'elles entrent dans l'environnement, sont le plus souvent une cause de pollution (parce que non biodégradables, toxiques). (...) Une évolution de ce genre est un cauchemar pour l'écologiste, car la période de 4 ou 5 ans au cours de laquelle une nouvelle substance synthétique (produits intermédiaires ou finis, nldr.) fait massivement son apparition sur le marché et dans l'environnement est littéralement trop courte pour lui permettre d'en déterminer les effets écologiques. Indubitablement, le mal est fait lorsque ses effets sont connus et la pesante lourdeur des investissements effectués dans une nouvelle technologie productive fait qu'il est extrêmement difficile de renoncer à la production. » (6) Tout est dit sur la catastrophe écologique provoquée par Sandoz et Ciba-Geigy.

La propriété privée, la concurrence et le secret qui y est attaché, la primauté donnée au calcul des coûts de production pour l'entreprise considérée comme une unité économique devant échapper au contrôle de la société civile, en opposition à un calcul social de rentabilité, tout cela pousse l'industrie chimique à s'engager dans une jungle de procédés pour mettre au point des produits intermédiaires, souvent très dangereux, sans garde-fous sérieux et sans boussole fiable.

Comme le montre l'exemple de Sandoz, ces produits sont stockés n'importe comment, sans être visiblement recensés, les uns à côté des autres, avec tous les périls qui peuvent en découler. Trente produits se trouvaient dans le hangar numéro 956 de Sandoz, dont 25 tonnes de parathion (ethyl parathion) connu sous le nom de code de E 605, hautement toxique : la dose de 0,1 à 0,2 grammes avalée par un homme constitue une dose mortelle (7). A Seveso, le surchauffement d'un produit intermédiaire, le 2-4-5 TCP, qui a fabriqué de la dioxine fut l'origine du drame.

LE DANGER DIFFUS

En 1985, les chiffres officiels recensaient en Suisse 346 entreprises dans la chimie, 924 firmes disposant d'une licence de fabrication chimique, et 794 usines travaillant des plastiques et du caoutchouc. Bien d'autres entreprises stockent des produits chimiques dangereux, souvent transportés dans de mauvaises conditions de sécurité. On peut ainsi mesurer les dangers potentiels d'accident. Ils sont théoriquement prévus par une assurance ou l'administration. Mais, face à ces menaces règne un « fatalisme » qui est la forme concrète que revêt la « grande main invisible du marché » décrite par les économistes libéraux anglais du 18^e siècle (8).

Etant donné le véritable fouillis propre à la production chimique, le dénombrement, la classification des produits intermédiaires et l'estimation de leur to-

xicité sont non seulement difficiles à établir mais, souvent, ces mesures préliminaires sont soit consciemment négligées soit maintenues secrètes par les firmes privées, comme on le voit aujourd'hui dans le cas de Sandoz. Pire, les instituts publics de la Confédération ou des cantons, ne disposent pas des moyens et des informations nécessaires pour établir ce recensement. Et dire que le représentant de Sandoz, Ernst Zügger, a l'arrogance d'affirmer qu'un organisme indépendant des firmes chimiques est quasi impossible techniquement, ce qui est infirmé par l'exemple américain. De plus, il a l'impudence de prétendre qu'un tel organisme de surveillance coûterait cher aux contribuables ! Comme si la pollution ne leur coûtait rien, et surtout comme si les bénéfices de la chimie ne pouvaient pas financer un véritable organisme d'inspection indépendant !

Les mécanismes mêmes de fabrication des produits intermédiaires toxiques aboutissent à additionner les dangers. Il suffit qu'une voie de recherche d'un produit soit abandonnée pour que le résultat des recherches passées s'accumule sous la forme de déchets toxiques, ou qu'une firme chimique créant des produits intermédiaires voie ses commandes baisser conjoncturellement ou structurellement pour que s'amassent des résidus dangereux. Certains diront qu'actuellement des efforts sont faits pour disposer d'entrepôts à déchets toxiques mieux surveillés. C'est en partie vrai. Mais un chiffre montre bien les limites des mesures prises dans des pays autrement plus avancés dans ce domaine que la Suisse. En 1983, aux Etats-Unis, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) considérait que sur une fabrication annuelle de produits toxiques de 275 tonnes, 35 seulement tombaient sous sa réglementation (9).

Enfin, tout le monde considère comme normal qu'avant la commercialisation d'un médicament, un institut étatique, si possible indépendant de l'industrie pharmaceutique, donne son avis ; or, pour les milliers de produits intermédiaires hautement toxiques mis sur le marché, ne serait-ce que sur le marché inter-entreprises, toutes ces précautions n'existent pas.

L'accident de Bâle pose donc à la fois le problème des procédés d'invention et de fabrication de produits chimiques, de leur utilité sociale, économique, écologique pour l'humanité — plus d'un produit chimique est utile dans la phase historique que nous vivons —, du contrôle social effectif sur l'activité des entreprises chimiques, et des mesures de sécurité et de protection prises. ■

Charles-André UDRY,
La Brèche, 28 novembre 1986.

6. Barry Commoner, *L'encerclement*, pp. 260 à 261, Seuil, 1972.

7. *Die Zeit*, 14 novembre 1986.

8. Voir à ce sujet, l'ouvrage classique et remarquable de William Kapp, *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, Flammarion 1976.

9. J. Elkington, op. cit.

Débat autour de la Charte de la liberté

CES dernières années sont apparues en Afrique du Sud une série de revues indépendantes ayant pour préoccupation primordiale de rendre compte des activités du mouvement de masse anti-apartheid et notamment du mouvement syndical noir indépendant. En même temps qu'elle témoigne de l'engagement d'un courant d'intellectuels radicaux, cette presse indépendante est un lieu d'expression de certains débats politiques en rapport avec les problèmes que rencontre le mouvement populaire.

C'est dans deux de ces revues, *Work in Progress* et *South African Labour Bulletin*, que s'est récemment déroulé un débat sur le rôle spécifique du mouvement ouvrier dans le combat contre l'apartheid et la lutte pour le socialisme (cf. encart).

Peter BLUMER

La discussion à laquelle nous faisons référence a pris essentiellement la forme d'un débat contradictoire autour de la place actuelle, de la fonction et du contenu social de la Charte de la liberté (cf. encart). Ce document adopté en 1955 constitue toujours la base de référence programmatique du Congrès national africain (ANC). Il donne aussi son nom au courant chartiste qui intervient dans le mouvement de masse anti-apartheid et auquel se rattache une composante majeure du Front uni démocratique (UDF) et quelques syndicats membres du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU).

Les promoteurs de la Charte de la liberté soulignent en général son utilité pour deux fins : d'une part, comme instrument de centralisation des revendications populaires démocratiques et nationales offrant une base immédiate pour unifier les mobilisations de toutes les composantes politiques et sociales du mouvement des opprimés ; d'autre part, comme synthèse des principales mesures que devrait adopter un régime succédant au pouvoir actuel.

Au-delà de la discussion même sur la nature des revendications contenues dans la Charte, on perçoit chez certains de ses contradicteurs, une appréciation divergente plus globale avec celle défendue dans le mouvement de masse par le courant chartiste, laquelle est souvent qualifiée de « nationaliste » ou de « populiste » en opposition à une orientation qui reprendrait davantage la défense des intérêts de la classe ouvrière.

LES CRITIQUES DE LA CHARTE

Parmi tous les arguments mis en avant par ceux qui ont une approche critique de ce document, on peut distinguer quelques grands traits communs. Tout

d'abord, l'insistance est mise sur le caractère historiquement dépassé d'un document adopté en 1955, compte tenu des importantes modifications économiques et sociales qu'a connues le pays et de l'évolution de la configuration du mouvement de masse lui-même depuis cette époque. Ces auteurs notent, par exemple, que la Charte de la liberté ne pouvait pas prendre en compte la croissance exceptionnelle du prolétariat noir qui s'est développé ces dernières décennies d'où émerge un nouveau mouvement ouvrier au travers de la constitution de grands syndicats industriels dans les années 1970 (1).

Ils font ainsi remarquer, à juste titre d'ailleurs, que n'importe quel programme démocratique se doit de donner aujourd'hui une place substantielle aux revendications ouvrières portées par le mouvement syndical indépendant, ce qui n'est pas explicitement fait dans la Charte de la liberté.

Force est d'ailleurs de reconnaître que ces revendications ouvrières ont été pleinement prises en compte dans les cas les plus récents d'unité d'action entre les diverses composantes du mouvement de masse. Ainsi, au début octobre, quand l'UDF, le COSATU et le Comité national sur la crise de l'enseignement (NECC) ont lancé une campagne nationale d'unité contre l'apartheid et l'état d'urgence, celle-ci s'accompagnait d'une plate-forme en dix points où, outre des revendications démocratiques générales comme la liberté d'expression et d'association, apparaissent d'autres exigences plus spécifiquement liées au mouvement syndical comme les demandes d'un salaire décent pour tous les travailleurs, d'un système adéquat de sécurité sociale et du droit de grève (2).

Si les dix thèmes mis en avant dans cette campagne montrent la réalité du consensus — car on peut y retrouver l'apport de chacune des trois compo-

L'intérêt de cette discussion dépasse largement le cercle de ses protagonistes. Ceux-ci sont en général des intellectuels travaillant avec le mouvement syndical ou à sa périphérie, ou engagés aux côtés du mouvement populaire. Ils expriment, les uns et les autres, des opinions qui reflètent assez fidèlement les points de vue politiques existants dans le mouvement de masse. Les revues qui ont publié ces articles sont également lues par des centaines de militants et dirigeants syndicaux et de responsables d'associations communautaires diverses.

Même si, à un niveau de masse, l'impact politique immédiat de ce genre de discussion publique reste limité, il est intéressant d'en étudier les raisons et les argumentations afin de mieux saisir ce qui se passe aujourd'hui dans ce pays.

santes qui sont à l'initiative de cet appel —, il est nécessaire de remarquer également la place des revendications ouvrières dans cette plate-forme. Ceci est une conséquence directe du rôle que joue aujourd'hui la classe ouvrière organisée, principalement le COSATU, dans la lutte et le processus d'unité.

Le point de vue des critiques de la Charte peut donc se résumer par la formule de l'un d'entre eux, Duncan Innes, qui affirme : « Une vision ouvrière de l'avenir exige plus que ne le propose la Charte. »

Pour la plupart de ses critiques, la Charte, dans le fil de la tradition nationaliste, viserait essentiellement à réaliser l'unité la plus large possible sans grand souci de la défense des intérêts à long terme des masses les plus exploitées, à savoir les ouvriers noirs. Cela conduirait inévitablement à une sorte de « populisme » qui conduirait la lutte de libération dans une impasse. Au contraire, d'après eux, c'est dès maintenant qu'il faudrait poser le problème des futures transformations sociales et, pour cela, il est nécessaire de donner toute leur importance aux revendications propres au mouvement ouvrier.

Assigner ces objectifs à la lutte de masse modèle d'une certaine façon les alliances de classes au sein du mouvement populaire. Et c'est là que s'exprime l'une des principales critiques à la Charte. Le front social devrait être clairement dominé par la classe ouvrière. Or, la Charte de la liberté, en cherchant le plus petit dénominateur commun à l'ensemble des classes et couches opprimées, favoriserait l'hégémonie des secteurs petits bourgeois sur le mouvement de masse. A l'appui de cette thèse, deux éléments

1. Voir Alec Erwin. Article cité.

2. Cf. *Inprecor* numéro 229 du 3 novembre 1986.

Principaux extraits de la Charte de la liberté

Nous, peuples de l'Afrique du Sud, proclamons, afin que nul ne l'ignore, dans notre pays comme dans le monde entier :

L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs, et aucun gouvernement n'est fondé à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous ;

Notre peuple a été privé par une forme de gouvernement fondée sur l'injustice et l'inégalité de son droit naturel à la terre, à la liberté et à la paix ;

Notre pays ne sera jamais ni prospère ni libre tant que tous nos peuples ne vivront pas dans la fraternité, ne jouiront pas de droits égaux, et que les mêmes possibilités ne leur seront pas données ;

Seul un Etat démocratique fondé sur la volonté de tous peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, les droits qui leur reviennent de par leur naissance ;

C'est pourquoi, nous peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères, adoptons cette Charte de la liberté. Et nous nous engageons à lutter ensemble, en ne ménageant ni notre énergie ni notre courage, jusqu'à ce que nous ayons obtenu l'évolution démocratique dont nous avons indiqué ici les aspects.

Le gouvernement doit appartenir au peuple

Toute personne doit avoir le droit de voter et d'être éligible à tout organe législatif.

Toute personne doit avoir le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays.

Les droits doivent être égaux pour tous, sans distinction de race, de couleur ou de sexe.

Tous les conseils consultatifs et autres organes du pouvoir de la minorité doivent être remplacés par des organisations démocratiques.

Tous les groupes nationaux doivent jouir de droits égaux

Tous les groupes nationaux comme toutes les races doivent être sur un pied d'égalité, aussi bien dans les administrations de l'Etat que dans les tribunaux ou les écoles.

Le droit de parler leur langue maternelle et de développer leur culture et leurs coutumes traditionnelles doit être le même pour tous.

La loi doit protéger tous les groupes nationaux contre les insultes à leur race et à leur fierté nationale.

Prêcher ou pratiquer la discrimination ou le mépris en raison de la race ou de la couleur doit être puni comme un crime. Toutes les lois et mesures d'apartheid doivent être abrogées.

Le peuple doit avoir sa part du patrimoine national

La richesse nationale de notre pays, patrimoine national de tous les Sud-Africains, doit être rendue au peuple. La propriété des richesses minières que recèle le sol, ainsi que celle des banques et des industries à caractère de monopole, doivent être transférées à la communauté.

Pour contribuer au bien-être public, il convient d'exercer un contrôle sur toutes les autres industries et sur le commerce.

Tous doivent jouir du même droit d'exercer un commerce là où ils le désirent, de se livrer à l'industrie ou d'adopter tout métier, manuel ou non, comme toute profession.

La terre doit être partagée entre ceux qui la travaillent

Il convient d'abolir les restrictions à la propriété foncière imposées pour des raisons d'ordre racial, et la totalité des terres doit faire l'objet d'une redistribution entre ceux qui la travaillent, afin que disparaissent la famine et la pénurie. (...)

Toute loi qui prévoit une distinction fondée sur la race, la couleur ou les convictions, doit être abrogée.

Les droits de l'homme doivent être les mêmes pour tous

La loi doit garantir à tous les droits à la liberté d'expression, le droit de s'organiser, le droit à la liberté de réunion, le droit de publier, de prêcher, de pratiquer le culte et aussi de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix. (...)

Que tous ceux qui aiment leur peuple et leur patrie disent avec nous :

Ces droits, nous allons, durant toute notre vie, lutter côte à côte pour les obtenir, jusqu'à ce que nous ayons conquis notre liberté. ■

Charte adoptée par le Congrès du Peuple réuni à Kliptown, en Afrique du Sud, le 26 juin 1955.

sont souvent cités : d'une part, la nature « multiclassiste » de l'UDF et la composition sociale petite bourgeoise de sa direction ; d'autre part, l'attitude très opportuniste de certaines couches petites bourgeoises et bourgeois noires qui, se cachant derrière cette forme d'unité anti-apartheid, profitent du mouvement de masse pour satisfaire leurs propres intérêts économiques. C'est ainsi que, pour certains, le boycott des commerces blancs a permis à des commerçants noirs de faire de bonnes affaires (3).

A fin de démonstration, l'argumentation porte surtout sur une analyse critique du contenu social des mesures proposées par la Charte. L'un des points controversés est celui des nationalisations proposées par la Charte. Il est ainsi reproché au document des chartistes une formulation vague qui ne pose pas la question du contrôle ouvrier et de la

nature de l'Etat qui mettrait en œuvre ces nationalisations. Ainsi, Duncan Innes affirme : « *Les intérêts des travailleurs ne peuvent être sauvegardés que lorsque la nationalisation est associée au contrôle ouvrier démocratique des industries nationalisées* ».

En définitive, la Charte ne placerait pas le mouvement de masse sur la voie de la lutte pour le socialisme.

Aucun des auteurs ici mentionnés ne reproche cependant au programme de l'ANC de n'être qu'un programme démocratique minimum. Ils sont en effet conscients de la nécessité d'un programme synthétisant les revendications démocratiques et nationales des masses populaires. Mais ils estiment que l'orientation générale de la Charte correspond en fait à des alliances de classe et à des objectifs qui sont ceux d'une simple révolution nationale démocratique sans garantie

d'amélioration décisive du sort et de la place des masses exploitées dans la future société.

Ce premier volet du débat porte donc globalement sur la place réelle

3. Jeremy Seekings écrit à ce sujet : « *Des boycotts par des consommateurs entraînent aussi nécessairement les organisateurs et les capitalistes des townships dans des rapports de dépendance mutuels. Les premiers ont besoin des seconds pour rendre viables les boycotts, (...) les capitalistes à leur tour dépendent des organisateurs pour le maintien des niveaux de ventes, aussi bien que pour avancer leurs revendications explicites et leurs intérêts implicites. Plus ils deviennent dépendants les uns des autres, plus ils deviennent sensibles aux 'besoins' ou intérêts des uns et des autres. Si cela signifie que les commerçants appuient davantage des positions progressistes, cela signifie aussi que des organisations progressistes peuvent devenir plus tolérantes vis-à-vis du point de vue des commerçants.* » (Article cité.)

que peut prendre le mouvement ouvrier noir dans la lutte d'émancipation. S'agit-il d'une simple prise en compte des revendications ouvrières dans le cadre d'un programme démocratique révolutionnaire ? Ou bien s'agit-il de donner à la classe ouvrière un rôle d'hégémonie sociale et de direction politique à l'ensemble du mouvement ? Tel est l'enjeu de la discussion. Celle-ci ne sort évidemment pas du néant. Elle s'enracine dans les mutations sociologiques de ces dernières années et l'essor spectaculaire du mouvement syndical. Ce dernier est le résultat de la croissance absolue de la classe ouvrière industrielle noire depuis vingt ans et de l'apparition d'une direction syndicale qui a effectué une série de choix tactiques d'implantation qui se sont avérés efficaces.

LA PLACE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LES LUTTES DÉMOCRATIQUES

Un nouveau type de mouvement ouvrier sud-africain est ainsi né dans cette dernière période. Et c'est son activité qui constitue l'arrière-plan de ce débat. Mais son expression politique proprement dite est restée encore limitée au cadre de l'activité syndicale. Les principales directions syndicales ont volontairement privilégié, dans un premier temps, une intervention visant à l'enracinement dans les entreprises afin de stabiliser leurs organisations par des victoires sur des revendications élémentaires et immédiates. Elles avaient également le souci du respect de la démocratie dans le mouvement syndical. Cela a donné naissance à ces grands syndicats des principaux secteurs industriels structurés sous forme de réseaux de délégués d'atelier (shop steward) qui ont fait leurs preuves dans l'action revendicative.

A ce stade de son développement, l'intervention de ce nouveau mouvement ouvrier sur le terrain politique proprement dit s'est effectué par le biais de l'activité de ces syndicats lors de campagnes unitaires avec les associations communautaires, par l'entremise de leurs multiples déclarations, d'interviews, de résolutions, de congrès syndicaux, de leur presse, et du rôle de certains de leurs membres dans les townships (4). On peut y ajouter également l'effort entrepris dans le travail interne d'éducation des militants syndicaux.

L'essentiel de l'avant-garde ouvrière s'est constitué à partir du mouvement syndical. C'est donc jusqu'à présent dans ce creuset que s'est développée la conscience de classe des secteurs ouvriers les plus avancés. On peut certes se demander si une autre voie était possible et si l'avant-garde ouvrière aurait pu s'exprimer immédiatement sous la forme d'organisations politiques ouvrières implantées ? Cela paraît peu vraisemblable, compte tenu de l'histoire récente de ce mouvement ouvrier et des caractéristiques de son développement.

A ce niveau de l'analyse, il n'est pas inutile de rappeler l'état actuel de la réflexion

du mouvement syndical sur cette question de la place des revendications ouvrières dans la lutte. Donnons pour cela la parole à Maxwell Xulu, président du syndicat de la métallurgie (MAWU), membre du COSATU, qui déclare dans une interview publiée dans l'organe de ce syndicat *Umbiko we Mawu* du mois de septembre 1986 : « *Il y a longtemps, certaines personnes avaient l'habitude de dire qu'il n'y avait pas besoin d'un programme ouvrier parce que nous avions une Charte de la liberté. Eh bien, tout ce que je veux dire là-dessus est que la Charte de la liberté a été rédigée il y a trente ans. Et depuis, beaucoup de choses ont changé. Maintenant nous avons une classe ouvrière très importante et très développée. Nous avons aussi des grands groupes de sociétés — des capitalistes monopolistes comme l'Anglo-American Corporation et Barlow Rand, etc. Il y a aussi des milliers de travailleurs organisés en syndicats. Ils poussent à renforcer la classe ouvrière. Ce programme ouvrier est un grand pas en avant pour la lutte. Il parlera aussi de quel type de société les travailleurs veulent voir après l'apartheid.* »

La limitation actuelle de l'expression politique du mouvement ouvrier sud-africain fixe cependant certaines limites au débat politique.

En Afrique du Sud, aujourd'hui, la classe ouvrière, au sens large du terme, ne peut se réduire au seul prolétariat industriel se trouvant effectivement au travail dans les entreprises et qui constitue l'épine dorsale du mouvement syndical noir indépendant. Une partie importante de la population des townships (femmes chômeurs, jeunes) dont le statut social est très précaire est largement assimilable au prolétariat. La plupart de ces catégories sont en fait organisées, lorsqu'elles le sont, au travers des associations communautaires sur leurs lieux de résidence.

L'unité de toutes ces composantes ouvrières ne peut se réaliser par la seule prolongation de l'intervention syndicale dans les townships, même si cette dernière est essentielle. Elle pose objectivement le problème d'un rapport permanent et structuré entre le mouvement syndical et celui des communautés, qui apparaissent comme deux formes complémentaires d'organisation des masses. Réaliser l'unité ouvrière nécessite donc déjà de réfléchir aux modalités revendicatives et organisationnelles permettant de jeter ainsi le pont entre le mouvement syndical et les associations des townships populaires. Cela contraint le mouvement syndical à intégrer dans son programme des revendications qui ne sont pas seulement celles de la frange industrielle du prolétariat. Ce que d'ailleurs le COSATU veut faire en s'engageant à organiser les chômeurs, les travailleurs agricoles et les employés de maison.

La recherche de l'hégémonie prolétarienne ne peut donc se résoudre à l'action isolée de la fraction du prolétariat industriel actuellement organisée dans le mouvement syndical, même si celle-ci en constitue d'une certaine manière

l'avant-garde.

Autre problème, celui des difficultés rencontrées lorsque l'on appelle à l'hégémonie politique du mouvement ouvrier, compte tenu des spécificités de sa forme actuelle, syndicale. Car si le syndicat peut dans certaines circonstances particulières exprimer, jusqu'à un certain point, les besoins spécifiques, y compris politiques de la classe ouvrière, il lui est beaucoup plus difficile, de part sa nature propre et son mode de recrutement, de jouer en tous temps et en tous lieux le rôle effectif d'une direction politique de la lutte. Cela s'est notamment révélé dans certains townships, du fait du décalage entre les niveaux de conscience, les thèmes et méthodes d'actions propres aux diverses composantes de la population.

LES DÉFENSEURS DE LA CHARTE

Dans cette discussion, tous ceux qui se sont prononcés en défense de la Charte de la liberté l'ont fait en se réclamant également de la prise en compte des intérêts particuliers de la classe ouvrière. Par exemple, pour l'un d'entre eux, Hugh McLean, la Charte doit « être comprise comme une série de revendications minimum de la classe ouvrière sud-africaine qui fournissent les bases pour l'élaboration d'un programme socialiste ». La plupart estiment aussi qu'il y a dans les critiques formulées envers la Charte une nette sous-estimation des revendications les plus immédiates des masses populaires, concernant les domaines du logement, de l'enseignement et de la culture (5). Ce reproche ne semble toutefois guère fondé lorsque l'on voit la place qui est donnée à ces revendications élémentaires dans le programme du COSATU, que les critiques de la Charte considèrent tous comme une référence.

En réalité, l'argument principal avancé en défense de la Charte tient à la définition du mouvement populaire et ouvrier. Selon ce point de vue, en effet, il serait erroné et ouvriériste de laisser entendre que le mouvement de masse est aujourd'hui un mouvement populiste dominé par la petite bourgeoisie noire. McLean explique ainsi que selon lui : « Ces classes doivent être gagnées au mouvement de masse en vertu d'un programme socialiste qui garantira leurs droits de travailler la terre et de participer au petit commerce et à l'industrie ». Et Jeremy Cronin précise que : « L'ouvriérisme, bien que faisant appel correctement au rôle dirigeant de la classe ouvrière, n'arrive pas à voir que ce rôle doit être joué sur tous les fronts de la lutte et pas seulement sur des questions

4. Certains auteurs s'interrogent sur ce problème. Et Duncan Innes affirme par exemple : « Au moment où le mouvement ouvrier a ressurgi des grèves de masse de 1973, il l'a fait spécifiquement en tant que mouvement syndical qui se mobilisait autour des salaires et des conditions de travail. Bien qu'aucun véritable mouvement ouvrier ne puisse se permettre de négliger ces questions, il ne peut pas non plus s'y limiter ». (Article cité).

5. Voir McLean, article cité.

étroites, purement ouvrières, liées au lieu de travail ».

Mais si les divergences se situaient essentiellement à ce niveau comment faudrait-il interpréter, lorsque l'on défend la Charte, le fait que ce document ne donne aucune indication sur la nature sociale des nationalisations à effectuer et du futur Etat qui doit en être le maître-d'œuvre ? McLean répond à cette critique en ces termes : « Pour eux, cette lacune ainsi que d'autres qu'ils considèrent comme cruciales, rendent le document ambigu. La grande majorité de leurs critiques traitent des parties qu'ils considèrent comme incomplètes ou limitées quant à leur conception de la nouvelle société. Cependant, il y a beaucoup de revendications qui ne sont pas avancées dans la Charte : elle n'exige pas l'arrêt de la discrimination légale et sociale contre les homosexuels ; ni l'arrêt de la pollution ni l'arrêt de l'énergie nucléaire. Il y a aussi beaucoup de détails que la Charte ne donne pas sur la nature de la société future. Ceci est dû au fait que la Charte n'est pas une thèse ni même un programme pour le changement. La Charte est une série de revendications minimum, enracinées dans les griefs et les aspirations de la classe ouvrière (...) La Charte n'est pas formulée dans une rhétorique socialiste rigoureuse, mais l'appui aux revendications ouvrières et leur défense par le mouvement de masse fait de la Charte de la liberté une base nécessaire pour la construction du socialisme ».

Ainsi, selon ce point de vue, ce serait lui faire un mauvais procès que de reprocher à la Charte d'être un programme flou et strictement nationaliste. Cette critique serait profondément sectaire et mènerait à une position rigide au sein du mouvement de masse. Elle ne permettrait pas de voir comment cette démarche démocratique arrive à convaincre les couches petites bourgeoises opprimées de lutter aux côtés des travailleurs. Par exemple, contrairement à certaines analyses, le boycott des commerces blancs aurait bien démontré que les commerçants noirs pouvaient être associés au mouvement et être convaincus de ne pas en profiter pour augmenter leurs prix dans les townships (6). L'unité ainsi proposée se fonde sur des convergences politiques et économiques comme il ressort des propos de Jeremy Cronin qui affirme : « Il doit être noté que les intérêts communs ne sont pas tous politiques et que les intérêts divergents ne sont pas tous économiques, dans le cadre d'une alliance populaire et multiclassiste. En Afrique du Sud, par exemple, alors que les commerçants noirs opprimés et les travailleurs noirs ont des intérêts politiques communs (l'abolition de zones d'habitation par groupe racial, des pass laws etc.) ils ont aussi certains intérêts économiques communs (la lutte contre la domination des monopoles, par exemple) ».

Ce mouvement large unitaire, rassemblé sur les bases de la Charte, serait en fait malgré tout hégémonisé par la classe ouvrière et pourrait ainsi mettre en place

des instruments de contrôle populaire et poser la question du pouvoir.

Toutefois, si ces contributions défendant la Charte de la liberté se réfèrent toutes à l'hégémonie effective de la classe ouvrière sur le mouvement populaire, aucune ne précise le contenu politique et les modalités organisationnelles concrètes suivant lesquelles cette hégémonie se réalise.

QUEL FRONT UNI ?

Rares sont sans doute ceux qui en Afrique du Sud ignorent la nécessité d'une unité de tous les opprimés dans la lutte. Mais la question qui est généralement posée à ce sujet est celle du contenu politique de cette alliance et de sa forme organisationnelle.

Or, sur ce point, deux auteurs partisans de la Charte, Tony Karon et Max Ozinsky, accusent leurs vis-à-vis de ne pas comprendre que « l'unité dans la lutte ne se fonde pas sur des concepts mutuellement acceptés ni en fin de compte sur un programme de reconstruction partagé. Elle dépend d'une volonté au sein des différentes organisations de lutter ensemble sur le terrain pour atteindre des objectifs communs malgré des divergences programmatiques et conceptuelles ». Selon eux, il ne faut pas voir les questions programmatiques « uniquement par rapport à la tâche de reconstruction dans une société déjà libérée de la domination de la minorité ». Sinon on oublie alors « d'affronter les questions de manière à la fois programmatique et pratique pour atteindre cette étape de la libération ».

Pour ces auteurs, ceux qui critiquent la Charte ne comprendraient pas en fait l'importance d'une bataille démocratique large englobant toutes les forces sociales intéressées à la libération nationale. D'ailleurs, pour Karon et Ozinsky, la Charte rassemblerait les demandes immédiates de la classe ouvrière. Sans être en soi un programme socialiste, elle n'en constituerait pas moins, à leurs yeux, la base programmatique d'une étape vers le socialisme.

Répondant à une analyse critique, effectuée par certaines contributions au débat, sur les raisons de l'échec de luttes dans d'autres régions du monde (guerre civile espagnole, Chili d'Allende), ces deux auteurs affirment : « Bien qu'il y ait eu un certain nombre d'exemples de fronts populaires qui ont connu la défaite, il n'y a jamais eu une exemple de victoire pour la classe ouvrière sans que cette dernière se soit engagée dans des alliances populaires ». Et pour étayer leurs propos, ils n'hésitent pas à réécrire à leur manière l'histoire du mouvement ouvrier international. C'est ainsi qu'ils prétendent que dans l'Espagne républicaine « si la classe ouvrière avait abandonné le Front populaire et était passé à l'application d'un programme socialiste, cela aurait avancé de quelques années l'effondrement de la République (en Espagne, ndlr.). La défense de la République fut la tâche la plus immédiate et

la plus vitale du prolétariat espagnol ». En rapport avec l'expérience chilienne sous la présidence d'Allende, ils notent : « Les occupations au hasard des entreprises petites et économiquement sans importance furent favorisées par l'ultra-gauche, laquelle était mécontente du rythme des nationalisations entreprises par le gouvernement d'Unité populaire. Ceci a contribué directement à éloigner la petite bourgeoisie de l'Unité populaire et a renforcé le soutien intérieur à l'intervention impérialiste ».

Malgré leurs professions de foi anti-gauchiste, ces deux auteurs n'en font pas moins par ailleurs des remarques importantes concernant la conduite de la lutte en Afrique du Sud en particulier lorsqu'ils affirment : « Parler de la nécessité pour la classe ouvrière de chercher des alliés dans sa lutte, c'est reconnaître que bien que ces alliés partagent certains des intérêts de la classe ouvrière, ils ont aussi des différences d'attitude importantes. La classe ouvrière cherche ces alliés parce qu'elle est incapable, toute seule, de compléter des tâches qui sont essentielles à son avancement. Si nous acceptons que l'unité entre les différentes classes dans la lutte nationale démocratique n'est pas une identité d'intérêts, comment pouvons-nous proposer que cette unité soit basée sur le programme complet de la classe ouvrière ? ».

Mais justement, puisqu'il n'y a pas d'identité absolue d'intérêts entre les différentes classes sociales opprimées qui intègrent le mouvement de lutte contre le régime, la nécessité de l'élaboration d'un programme démocratique national commun à l'ensemble de ce mouvement n'exclut pas, par ailleurs, la formulation d'un programme ouvrier révolutionnaire. Pareillement, la recherche d'alliances sociales dans les luttes quotidiennes ne rend pas pour autant inutile la formation d'une avant-garde ouvrière luttant pour le socialisme. Ne sont-ce pas là des éléments essentiels pour affermir le rôle de la classe ouvrière dans le mouvement de masse, dont tous les débatteurs se réclament sous une forme ou une autre ?

CONSCIENCE NATIONALE ET CONSCIENCE DE CLASSE

Il est facile de comprendre les raisons pour lesquelles toute cette discussion tourne autour de la Charte de la liberté et de son interprétation. Interdit en Afrique du Sud, l'ANC apparaît de prime abord sous la forme d'un mouvement populaire très large dont le signe de ralliement est la Charte. L'UDF notamment exprime sur cette base l'adhésion d'une partie des organisations communautaires au programme de l'ANC.

Pour tous ceux qui veulent débattre

6. Voir R. White, article cité : « Un des objectifs et un des effets les plus importants du boycott par les consommateurs a été d'opposer encore plus la petite bourgeoisie commerçante noire à l'Etat et de consolider une alliance entre cette classe et d'autres classes/fractions de classes opprimées ».

Le secrétaire général du PC parle du rôle de son parti

Dans une récente interview publiée par *Marxism Today*, revue mensuelle du Parti communiste de Grande-Bretagne, le président du Parti communiste sud-africain (SACP), Joe Slovo, qui est par ailleurs membre de l'exécutif national de l'ANC, répond de la sorte à une question sur le rôle propre de son parti.

« La réponse, en une seule phrase, est : parce qu'il y a besoin en Afrique du Sud d'œuvrer à la réalisation ultime d'une Afrique du Sud socialiste. Et je souligne le mot ultime, parce que le contenu principal de la lutte immédiate est centré sur ce que notre programme décrit comme la révolution nationale démocratique, qui implique la création d'un pouvoir populaire basé sur les revendications générales de la Charte de la liberté.

« Quant à ces objectifs immédiats et la stratégie et la tactique liées à leur réalisation, il existe un large accord entre le Congrès national africain et notre parti (...)

« Mais, malgré cette similarité de démarche, nous en tant que parti communiste avons une responsabilité spéciale par rapport à la fois à la lutte immédiate et à notre objectif, le socialisme. Nous nous considérons comme le parti de classe du peuple travailleur. Et nous avons une responsabilité historique spéciale pour assurer que cette classe, la classe ouvrière, joue son rôle légitime dans l'alliance de classes qu'exige la lutte immédiate. C'est nécessaire pour assurer que la classe ouvrière et ses aspirations ne soient pas noyées par d'autres forces sociales qui peuvent voir la libération uniquement comme le remplacement du visage blanc par un visage noir au poste d'exploiteur.

« L'ANC est une expression de l'alliance de classes. C'est un mouvement national qui englobe toutes les classes et groupes parmi les Noirs opprimés et qui est même ouvert aujourd'hui aux démocrates blancs qui sont prêts à faire cause commune avec lui. L'ANC ne peut pas et ne doit pas se limiter aux aspirations de cette seule classe dont nous communistes disons que nous représentons les intérêts. Et il est la fonction du parti d'affirmer et de sauvegarder jalousement le rôle de la classe ouvrière au sein de l'alliance qui existe à l'étape actuelle, non dans un futur millénaire quelconque.

« Mais, à part cela, il reste la perspective socialiste, laquelle, bien qu'elle ne soit pas à l'ordre du jour immédiat de la lutte, ne peut pas être laissée de côté jusqu'à ce que la prétendue première étape soit atteinte. En ce qui nous concerne en tant que communistes, il n'y a pas de muraille de Chine entre la prétendue première étape et la prétendue deuxième étape. La révolution va être un processus continu et c'est notre tâche d'assurer que même à l'étape actuelle nous présentions en permanence au peuple travailleur les perspectives à long terme du socialisme, le lien vital entre tout le concept de libération nationale et l'émancipation sociale ».

Tout en s'affichant comme l'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti communiste sud-africain reste silencieux dans cette interview sur ses rapports avec le mouvement syndical noir indépendant en Afrique du Sud. Ces derniers sont quelque peu éclairés par une déclaration du même Joe Slovo dans un article publié dans l'organe de son parti, *African Communist*, numéro 107 du quatrième trimestre 1986, dans lequel on peut lire les phrases suivantes :

« Il doit être souligné que la participation des travailleurs (qu'ils soient communistes ou non) dans le mouvement national lui-même et le rôle joué par un mouvement syndical indépendant et radical, comme le COSATU, sont intimement liés dans le cadre du processus de l'affirmation du rôle des travailleurs. Mais nous rejetons le populisme organisationnel de ceux qui voient l'atelier comme le seul terrain de la lutte des classes, mettant même en opposition le parti et le mouvement syndical comme structures en concurrence pour avoir la direction politique de la classe ouvrière. Nous sommes entièrement d'accord avec Jay Naidoo, secrétaire général du COSATU, quand il dit : " Des travailleurs organisés (dans le mouvement syndical) ne sont pas représentatifs de la classe ouvrière toute entière, mais ils constituent son arme la plus puissante. " (South African Labour Bulletin, avril 1986, p. 39). Le représentant de la classe ouvrière toute entière est constituée par une avant-garde politique, ce que nous prétendons être ; un tel titre doit bien sûr être gagné par la qualité de direction sur le terrain et non pas par une simple proclamation ».

la réalisation des mesures économiques prévues par la Charte elle-même.

Mais si la Charte est un programme qui a vieilli, comment expliquer l'attachement indéfectible que lui voue l'ANC et un courant important du mouvement populaire. Pour comprendre cela, il faut se référer à l'utilisation particulière que l'ANC fait de ce document : il exprime à ses yeux une fonction qui dépasse son contenu immédiat en symbolisant sa légitimité et sa continuité historique.

La Charte exprime une histoire, celle des luttes des années 1950 et des répressions de 1960. L'utiliser aujourd'hui comme un symbole, c'est pour l'ANC souligner une continuité et une certaine légitimité sur l'ensemble du mouvement de masse. La Charte comme « programme naturel » exprimerait donc implicitement une hégémonie naturelle spontanée de l'ANC dans tous les secteurs en lutte. Mais les auteurs ici signalés, qui défendent la Charte de la liberté, le font en évoquant le rôle particulier de la classe ouvrière et reconnaissent donc les modifications sociales survenues dans le pays. Ce faisant, ils prêtent le flanc à une objection : pourquoi donc ne pas proposer dans ce cas un vaste débat public, unitaire, massif, pour amender la Charte ? Pourquoi ne pas proposer, à l'instar de celui qui avait eu pour objet d'approuver la Charte de la liberté en 1955, la tenue d'un nouveau « congrès du peuple », incluant les syndicats, les mouvements communautaires etc. dans le but de définir une nouvelle rédaction de la Charte ?

Il est évident qu'une discussion de mise à jour du programme démocratique nécessaire pour centraliser l'action du mouvement de masse actuel ouvrirait la voie à de nouveaux et riches débats. Lesquels constitueraient l'occasion irremplaçable d'une politisation accrue des masses, d'un exercice public de démocratie ouvrière et d'une confrontation des points de vue politique respectant les critères démocratiques.

L'émergence du mouvement ouvrier pose notamment deux types de problèmes nouveaux que les militants des années 1950 pouvaient peut-être ignorer mais qui sont incontournables aujourd'hui et qui doivent donc être débattus. Le premier est celui de la place des revendications de contrôle ouvrier sur la production industrielle et sur les choix économiques et sociaux (7). Le second porte sur le rôle des classes laborieuses en général dans la formation de la conscience nationale. En d'autres termes, quel est

7. Voir notamment les résolutions du congrès du syndicat des travailleurs de la métallurgie, MAWU, dans *Inpreco* numéro 228 du 20 octobre 1986. Rendant compte de ce congrès, l'organe du MAWU, *Umbiko we Mawu* de juillet 1986 écrit : « Le MAWU est totalement engagé par rapport au principe du contrôle ouvrier. Ceci n'est pas négociable. Mais les travailleurs ne doivent pas simplement contrôler leur syndicat, ils doivent aussi diriger la lutte de libération en Afrique du Sud. Si les travailleurs ne sont pas à la tête de la lutte de libération, alors il n'y a aucune garantie que le gouvernement Botha soit remplacé par le socialisme ».

de la ligne politique de l'ANC, il paraît somme toute assez pédagogique de commencer par traiter de la Charte. Mais cette discussion peut alors prendre une forme plutôt abstraite.

Les défenseurs de ce programme n'ignorent pas — et parfois même le soulignent — que la Charte a au moins le « défaut » d'avoir été écrit voilà plus

de trente ans. On peut éventuellement en défendre la méthode générale mais il serait difficile de dire aujourd'hui que chacune de ses lignes correspond aux besoins populaires actuels. Pour ne prendre qu'un exemple, signalons que le développement contemporain du capitalisme en Afrique du Sud pose sous une forme bien plus complexe qu'en 1955

le rapport entre conscience de classe et conscience nationale pour avancer vers une Afrique du Sud démocratique et non raciale.

Dans les années 1950, ce débat existait déjà. L'ANC, à cette époque, campait fermement sur une position mettant en avant l'existence de plusieurs questions nationales distinctes suivant les différentes communautés raciales (Métis, Indien, Africain, Blanc). Elle proposait donc une solution politique de type fédérale et plurinationale. C'est dans ce contexte que l'ANC entendait représenter les Africains.

Même ceux qui, à cette époque, avaient une vision moins formelle de la question nationale, ne pouvaient pas pour autant passer outre le niveau de conscience moyen des divers secteurs de la population opprimée. Les divisions du mouvement de masse selon des classifications raciales n'étaient pas alors seulement le fruit de la politique d'apartheid du nouveau gouvernement arrivé au pouvoir en 1948 à la suite de la victoire électorale du Parti nationaliste. Ces divisions reposaient également sur des préjugés anciens et bien ancrés dans toute l'histoire coloniale du pays.

Aujourd'hui, malgré la persistance de tels préjugés, une conscience nationale se forme peu à peu dans la pratique des luttes quotidiennes, rapprochant entre elles toutes les communautés opprimées. La convergence des mobilisations de ces dernières années en constitue un reflet. Or, de ce point de vue, la Charte reste marquée par l'ambiance de l'époque à laquelle elle fut rédigée. S'il avait fallu alors la traduire en termes juridiques et législatifs, il n'est pas du tout certain que l'on aurait abouti à des institutions gouvernementales non raciales. Tout au contraire, une forme de fédéralisme multiracial aurait fort bien pu découler des formulations de la Charte.

Ceci n'est plus du tout conforme à l'orientation majoritaire du mouvement de masse actuel et principalement à la demande d'une Afrique du Sud unitaire, démocratique et non raciale. Cette orientation fait maintenant à peu près l'unanimité des divers courants politiques. Hormis certains secteurs issus du Mouvement de la conscience noire qui prônent encore une sorte de nationalisme africain, tout le monde s'est rallié au non racialisme, c'est-à-dire à un projet de société où toute classification raciale ou religieuse — même proposée au nom de la démocratie — serait prohibée. Le respect des cultures et des croyances des différentes communautés est certes un élément du programme démocratique. Mais leur garantie ne pourra émaner d'une classification raciale qui est justement le propre du système d'apartheid combattu.

L'ANC a également évolué par rapport à ses positions d'origine. Elle a repris à son compte le non racialisme et ne pose plus la question nationale dans les mêmes termes que dans les années 1950. D'autres courants ont connu une trajectoire identique. Mais le mouvement de maturation de la prise de conscience nationale est

Les articles qui se rapportent au débat sont les suivants :

Duncan Innes, « Workers Politics and the Popular Movement », *Work in Progress*, numéro 41, avril 1986 ;
Karen Jochelson, Glenn Moss and Ingrid Obery, « Defining Working-class Politics », *Work in Progress*, numéro 41, avril 1986 ;
Tony Karon and Max Ozinsky, « The working class in National Democratic Struggle », *Work in Progress*, numéro 42, mai 1986 ;
Alec Erwin, « The question of unity in the struggle », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 1, septembre 1985 ;
Duncan Innes, « The Freedom Charter and Workers Control », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 2, octobre 1985 ;
Jeremy Cronin, « The Question of Unity — a Reply », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 3, janvier 1986 ;
Bob Fine, « The Freedom Charter, a Critical Appreciation », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 3, janvier 1986 ;
David Lewis, « Capital, Trade Unions and the National Liberation Struggle », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 4, février 1986 ;
David Lewis, « Recession and the Working Class », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 5, mai 1986 ;
Roland White, « Towards an Assessment of the Strategic Value of the Consumer Boycott », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 5 mai 1986 ;
Hugh McLean, « Capitalism, Socialism and the Freedom Charter », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 6, juin 1986..
Jeremy Seekings, « Workers and the Politics of Consumer Boycotts », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, numéro 6, juin 1986.

venu d'ailleurs : il est venu des usines.

Cette évolution dans la conscience des masses populaires sud-africaines n'est donc pas simplement le fruit d'un débat d'idées entre courants et directions politiques. Ce sont en fait les mutations de la formation sociale sud-africaine qui ont été le moteur de ces évolutions idéologiques. Certes, le projet d'une société unitaire, démocratique et non raciale existait depuis longtemps dans les programmes de groupes politiques minoritaires. Mais il a réellement pris corps dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement syndical, avec notamment l'apparition d'organisations comme la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU) (8).

Il n'est pas difficile d'en comprendre les raisons. Le mouvement ouvrier, no-

tamment dans des régions comme la province du Cap et du Natal, se devait d'unifier les travailleurs métis, indiens et africains, pour développer son influence et mener ses actions revendicatives. Le syndicalisme indépendant et lutte de classe ne pouvait donc qu'être également un syndicalisme non racial. C'est lui qui, dans la pratique, a engagé cette longue révolution culturelle, qui durera encore longtemps, et qui consiste à forger une conscience nouvelle, celle d'être sud-africain (ou Azanien) sans référence à sa couleur de peau. La pratique a montré que cette prise de conscience nationale n'est pas indépendante de la prise de conscience de classe. Plus que toute autre couche sociale des opprimés, la classe ouvrière est donc le creuset d'expériences nécessaires à l'unification des masses opprimées, y compris sur le terrain de la prise de conscience nationale.

Ainsi, l'UDF exprime ce processus de manière différente. Ce front regroupe en effet une partie substantielle des associations communautaires qui sont constituées sur la base du lieu de résidence. Or, en raison de la discrimination raciale en matière d'habitation, systématisée par le Group Areas Act, l'UDF coordonne de ce fait des structures qui recouvrent une classification raciale. Cela peut n'être que transitoire, si l'on pense pouvoir entendre rapidement les relations entre l'ensemble de la population opprimée. Mais le problème est différent dès lors que l'on aborde la question des associations de commerçants ou de petits patrons noirs dont les bases de revenus et d'accumulation s'enracinent dans les seules limites de leur communauté raciale. Certains auteurs ont souligné les problèmes qui ont surgi au Natal entre affairistes indiens et affairistes zoulous défendus par le parti du chef Buthelezi, Inkhata.

Dans de telles circonstances, on assiste à un processus inverse à celui décrit plus haut pour la classe ouvrière : ici, c'est la conscience de classe — bourgeoise ou petite-bourgeoise — qui fait obstacle à la formation d'une conscience nationale déracialisée.

PROGRAMMES ET DIRECTIONS POLITIQUES

La Charte de la liberté est un programme qui donne un horizon politique concret aux luttes démocratiques. La question nationale en Afrique du Sud impose de s'adresser au mouvement de masse avec un programme d'action dont les objectifs immédiats sont de caractères démocratiques et nationaux. De ce point de vue, il serait erroné de critiquer la Charte sous prétexte qu'elle ne dit pas explicitement qu'il faut lutter pour le socialisme.

Prendre la Charte comme cible d'une

8. Parmi les principaux syndicats qui se sont développés au début des années 1980, notamment la fédération FOSATU, la question du non racialisme était une question programmatique essentielle.

critique qui vise plus généralement à exprimer des divergences avec la stratégie de l'ANC, cela comporte donc quelques inconvénients. Certains critiques de la Charte ont peut-être eu tendance dans ce cadre à débattre essentiellement des formes que doit prendre la société future, et, ce faisant, à sous-estimer un problème d'importance : la question de la prise du pouvoir. Or, c'est justement dans le cadre d'une telle perspective qu'une démarche programmatique unitaire et démocratique est indispensable.

Il y a donc une part de vrai dans la critique faite par Karon et Ozinsky. Il ne suffit en effet pas de débattre des formes que peut ou doit prendre la société future. Encore faut-il résoudre la question de la prise du pouvoir. Cette question ne peut être résolue qu'en assurant au prolétariat l'aide d'un front démocratique plus large.

Certes, il n'est pas indifférent pour l'avenir de la lutte de savoir si ce front est dirigé par la classe ouvrière ou non. Pas plus qu'il faille se taire sur la nature sociale du futur Etat à construire. Mais la crédibilité politique dans le mouvement de masse aujourd'hui passe par la formulation d'une stratégie concrète posant la question du pouvoir. Or, le débat sur la Charte porte presque essentiellement sur la société future, ce qui

pose implicitement la question du socialisme mais laisse sur leur faim ceux qui attendent une avancée dans l'élaboration d'un projet révolutionnaire immédiat.

Quelle que soit l'appréciation que l'on ait des rythmes actuels de la mobilisation, il faut répondre à ce qui constitue déjà une attente de la part de secteurs décisifs du mouvement populaire. A défaut, cela reviendrait à dire que l'on repousse de fait toute idée et tout débat sur la crise révolutionnaire aux calendes grecques.

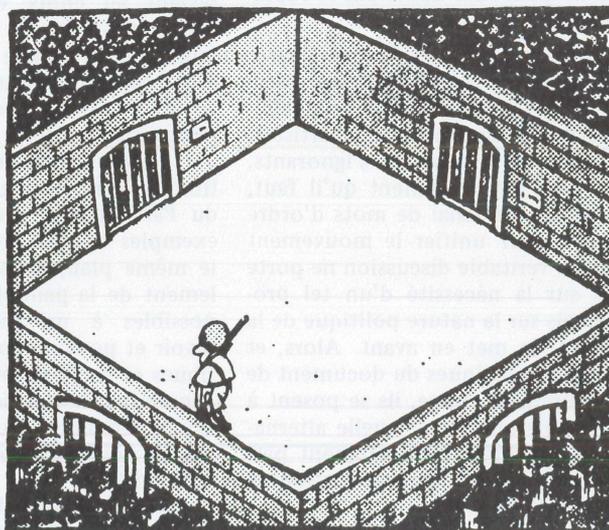
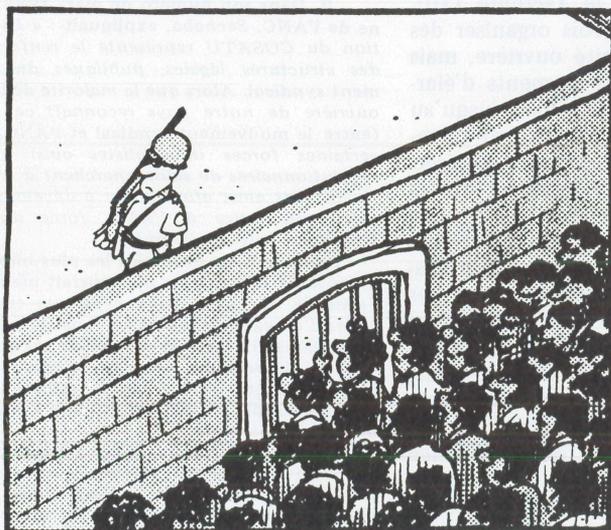
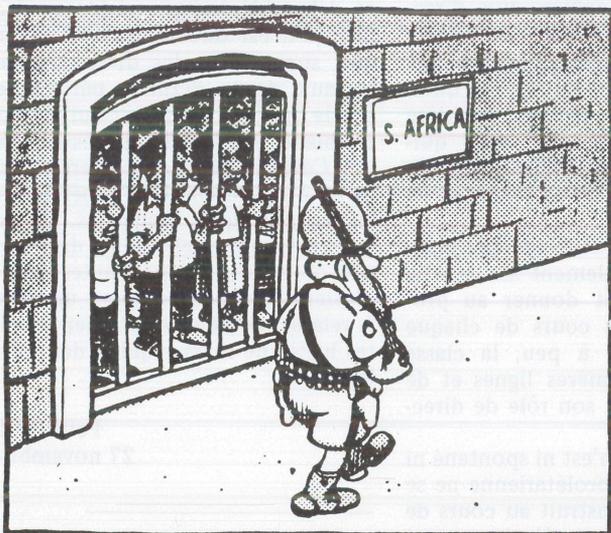
Il ne peut donc s'agir simplement pour cela de faire l'exégèse des divers programmes démocratiques publiés dans ce pays depuis le début du siècle. Malgré ses ambiguïtés, signalés par les uns et les autres, la Charte de la liberté n'est pas, dans sa méthode, plus « droitiste » ou plus « gauchiste » que d'autres programmes du même type. Comme certains de ces derniers, elle est marquée par le temps dans ses formulations et certaines de ses revendications. Il est donc important de ne pas réduire la discussion à une simple interprétation de la Charte et pour cela il faut sans doute éviter toute fétichisation de ce document. La direction de l'ANC elle-même se sert d'ailleurs plus souvent de la Charte comme d'un symbole que comme d'un projet politique concret.

En soi, un programme qui ferait ex-

plicitement référence à la révolution prolétarienne et au socialisme n'offrirait pas plus de garantie absolue sur l'avenir de la lutte. Lorsque l'on doit se déterminer par rapport à un quelconque programme d'action ou à tout programme démocratique, le véritable problème réside en fait surtout ailleurs : dans la nature de la direction politique qui le met en œuvre. Or, sur ce point précis, tous les protagonistes du débat, quelle que soit leur option, rencontrent une difficulté.

Ceux qui défendent la Charte de la liberté au nom de la lutte de la classe ouvrière estiment que les critiques de gauche de la Charte sont sectaires et qu'en réalité ce document constitue le premier maillon d'une lutte démocratique du prolétariat. Ils expliquent donc que la Charte est un programme minimum démocratique. Mais ils sont en difficulté pour citer un programme plus complet, ou un quelconque projet de société plus concret aussi bien dans les documents de l'ANC que dans ceux du Parti communiste sud-africain.

Karon et Ozinsky affirme par exemple que « *la lutte démocratique nationale est un passage obligé dans la lutte pour le socialisme en Afrique du Sud* ». L'on comprend bien que, dans ce cadre, la Charte a pour eux une fonction essentielle pour réaliser l'unité des masses



populaires indispensable à la victoire révolutionnaire. Mais s'il s'agit simplement de s'appuyer sur un programme démocratique minimum pour unifier le mouvement de masse, alors le passage à une perspective socialiste, dont ils se revendiquent, requiert l'existence d'une direction politique acquise à cette idée et d'un programme politique révolutionnaire popularisant cette stratégie. Dans ce cas, ces auteurs se trouvent contraints de préciser leur analyse de l'ANC, non plus seulement en tant que mouvement populaire de masse, mais en tant que direction politique. Et dès lors, se posent à eux des interrogations incontournables. Est-ce l'ANC ou une partie de cette organisation qui sera la direction ouvrière ? Que dire, d'autre part, du Parti communiste sud-africain et de son action propre ?

Or, sur ces points précis, les réponses n'apparaissent pas clairement. Hugh McLean écrit par exemple à propos du niveau de conscience du mouvement populaire : « Cette combativité trouve son reflet dans les chansons révolutionnaires à l'occasion des funérailles collectives et des meetings et le déploiement des drapeaux du Congrès et du Parti communiste sud-africain. La popularité du Parti communiste sud-africain et du drapeau rouge sont à comprendre par l'association largement faite entre ces symboles et la révolution et le contrôle ouvrier, bien que cela représente très inexactement la position du SACP ». Karon et Ozinsky dans leur article explique que « La Charte est le programme commun de toutes les classes dans la lutte de libération nationale (...) Mais nous ne suggérons pas que la Charte entrave le développement de la direction ouvrière dans la lutte de libération nationale. La direction ouvrière dans cette lutte doit être établie : elle ne peut pas être garantie par une charte quelconque ».

La répression rend évidemment ce débat compliqué et précaire à l'intérieur des frontières sud-africaines. On ne peut pas y discuter librement et ouvertement de sujets pourtant aussi généraux que la structuration politique du mouvement de masse. Des organisations comme l'ANC et le Parti communiste sont bannies. Mais le problème ne peut sans doute pas se réduire simplement à cela.

Les auteurs qui critiquent la Charte se heurtent de leur côté à la même question. On ne peut dire d'eux, contrairement à certaines assertions des chartistes, qu'ils sont autant de gauchistes ignorants. Ils savent ainsi pertinemment qu'il faut, dans ce pays, un arsenal de mots d'ordre élémentaires pour unifier le mouvement de masse. La véritable discussion ne porte donc pas sur la nécessité d'un tel programme, mais sur la nature politique de la direction qui le met en avant. Alors, et au-delà de leurs critiques du document de base du courant chartiste, ils se posent à eux une double question : quelle alternative politique proposer et comment parvenir à la forger au niveau organisationnel et programmatique ?

Voilà quelques années, certains syn-

dicalistes avaient publiquement évoqué l'idée de la nécessité de construire un parti des travailleurs, ce qui indiquait bien l'enjeu réel du débat. Mais le processus de maturation de la conscience politique est quelque chose d'infiniment compliqué. En tant que mouvement populaire, l'ANC représente d'une certaine manière le niveau de conscience moyen régnant dans le gros de la population noire. Nous sommes toutefois à une époque charnière, où la conscience politique évolue au rythme des multiples expériences quotidiennes. Toutefois, pour l'instant, la question du parti des travailleurs reste éminemment propagandiste.

De son côté, le Parti communiste sud-africain, au sein même du courant chartiste, cherche à combiner son soutien à la Charte de la liberté et à la direction de l'ANC, avec la nécessité d'une direction d'avant-garde, dont il affirme qu'il est le représentant (cf. encart).

Lorsque la question du parti des travailleurs fut évoquée en 1982-1983, à partir de rangs du mouvement syndical, cela ne pouvait qu'être dans la perspective de la création d'un parti de masse, issu des usines et des quartiers populaires. Ce problème est loin d'être réglé, car une telle direction politique n'apparaîtrait pas, selon toute vraisemblance, en se substituant progressivement à celle de l'ANC. Elle apparaîtrait au contraire comme une alternative à celle-ci, comme une direction politique concurrente. La direction de l'ANC est d'ailleurs tout à fait consciente de cela. Elle sait que la question du COSATU et de la classe ouvrière industrielle demeure décisive pour quiconque veut établir une hégémonie politique sur l'avant-garde du mouvement de masse (9).

Le débat au sein de la gauche indépendante porte généralement sur le rôle dirigeant qu'il faudrait donner au prolétariat. Il s'agirait au cours de chaque lutte de pousser peu à peu, la classe ouvrière dans les premières lignes et de lui permettre de jouer son rôle de direction sociale effective.

Mais ce processus n'est ni spontané ni naturel. L'hégémonie prolétarienne ne se décrète pas. Elle se construit au cours de la lutte dans laquelle un rôle important revient au choix de la tactique (10). Ainsi faut-il savoir parfois organiser des initiatives de stricte unité ouvrière, mais être capable à d'autres moments d'élargir le front des masses opprimées jusqu'au petit patronat noir, ou encore, par exemple, d'être capable de manœuvrer en direction de certains secteurs libéraux blancs du Parti fédéral progressiste (FPF). Ces exemples ne sont certes pas à mettre sur le même plan, mais ils relèvent tous également de la panoplie de choix tactiques possibles à un moment donné. Pour savoir et pouvoir opérer de tels choix tactiques et en tirer tout le profit politique, encore faut-il qu'existe une direction politique disposant d'une implantation nationale et d'un projet politique bien déterminé.

Si beaucoup de personnes mettent en avant dans la discussion la question de

la nécessité d'une hégémonie ouvrière sur le mouvement de masse, fort peu par contre, mentionnent son corollaire, à savoir la nécessité de la formalisation d'une direction politique susceptible d'être le vecteur de ce processus. Cette réserve ne s'explique pas seulement pour des raisons de prudence, liée à la répression ou aux risques encourus. Elle s'explique également par le fait que la réponse pratique à cette question est extrêmement complexe et que les réponses possibles ne sont pas encore mûres.

Promoteurs de la Charte ou critiques de celle-ci, tout le monde est un peu logé à la même enseigne face à la question centrale de savoir quelle direction politique doit mettre en œuvre un programme démocratique pour favoriser l'hégémonie ouvrière (11). Ceux qui rejettent les attaques qu'ils jugent sectaires ou formelles contre la Charte de la liberté aboutissent à la même interrogation : peut-il y avoir un juste programme démocratique prolétarien sans direction prolétarienne ?

Il est important de noter que c'est au nom du socialisme que sont discutés les programmes, les mouvements sociaux et les formes d'actions dans le cadre du débat que nous venons de présenter. Cette discussion s'avère de ce fait incomparablement plus intéressante, concrète et riche, que ce qui est généralement fourni à l'extérieur du pays. L'importance de ce débat idéologique réside aussi dans le fait qu'il est directement lié aux problèmes surgis dans les divers mouvements sociaux de la dernière période, que ce soit le boycott scolaire, celui des commerces blancs, ou lors des grèves générales.

Cette discussion émerge naturellement d'un ensemble d'expériences sociales et politiques nouvelles. Et ce n'est pas un hasard si elle a lieu dans les colonnes de revues indépendantes qui, depuis plusieurs années, prennent un grand soin à relater, détailler et étudier les différentes luttes de masses qui se déroulent dans le pays. ■

Peter BLUMER,
27 novembre 1986.

9. Dans son numéro de mars 1986, l'organe de l'ANC, *Sechaba*, expliquait : « La formation du COSATU représente le renforcement des structures légales, publiques du mouvement syndical. Alors que la majorité de la classe ouvrière de notre pays reconnaît ce rapport (entre le mouvement syndical et l'ANC, ndr.), certaines forces impérialistes ainsi que des révolutionnaires de salon cherchent à le miner. Ils agissent ainsi afin d'aider à développer une force alternative à l'ANC, force dirigeante dans notre lutte de libération ».

10. Parmi les exemples les plus importants du rôle de la tactique, on pourrait mentionner l'attitude des principaux syndicats envers les règles d'enregistrement et les conseils industriels imposés par l'Etat. Les débats sur ces questions ont été importants vers les années 1982 et 1983. Il a été prouvé par la suite que cette attitude souple n'avait pas été une « trahison » de la classe ouvrière.

11. La nécessité d'une Charte ouvrière ou d'un programme ouvrier a été plusieurs fois mentionnée. Voir Duncan Innes (article cité) et le journal du MAWU du mois de septembre 1986.

L'autocritique du PC argentin

LE processus de crise ouvert dans le Parti communiste argentin (PCA) depuis décembre 1985, date à laquelle a été connue l'autocritique du comité central sur sa politique d'appui à l'« aile démocratique » de la dictature militaire (1976-1983), a secoué les milieux politiques argentins (voir article suivant). Il ne s'agit rien moins que de la remise en question par la base de la « direction historique » du plus monolithique des PC latino-américains, de l'autocritique du parti qui fut, pendant des décennies — comme le signalait le péroniste révolutionnaire John William Cooke — l'archétype de l'« immuabilité » et de la « résistance à l'autocritique ».

Le parti de Victorio Codovilla, fer de lance de l'« anti-

trotskysme » dans toute l'Amérique latine dans les années 1920, s'est-il alors « approprié la critique trotskyste des fronts populaires, en déclarant caduque le rôle progressiste des bourgeoisies nationales et en récupérant la centralité prolétarienne » comme l'interprète malicieusement la presse bourgeoise ? (1) L'autocritique, nous le verrons, ne va pas aussi loin que voudrait le faire croire la bourgeoisie, mais elle n'est pas non plus un simple ravalement de façade comme l'affirme le reste de la gauche. Il faut commencer par reconnaître un véritable tournant politique, un bouleversement à gauche, réponse d'un secteur de la direction appuyé par la base du Parti, à une crise qui se faisait sentir depuis la dictature.

Horacio TARCUS

L'élément nouveau dans la crise du PCA n'est ni le brusque virage politique ni la purge dans la direction mais bien l'autocritique publique. Historiquement, le PCA s'est toujours caractérisé par ses volte-face et ses épurations politiques, sans jamais la moindre autocritique (voir encart).

L'AUTOCRITIQUE DU PCA : CE QU'ELLE DIT, CE QU'ELLE NE DIT PAS

L'autocritique fait partie des documents préparatoires au 16e congrès du PCA, qui doit se tenir en décembre prochain, composés d'un projet de thèses politiques, d'un projet de programme et d'un projet de statuts. Au-delà de la phraséologie et de l'idéologie traditionnelle du PCA, les points nouveaux sont les suivants :

— l'autocritique explicite de sa politique sous la dictature ;

— la référence voilée à son anti-péronisme passé et aux « relents sectaires face au péronisme » qui demeurent dans le parti ;

— la constatation que les intérêts de la bourgeoisie nationale se mêlent chaque fois davantage avec ceux de l'oligarchie et de l'impérialisme ;

— l'abandon de la thèse du caractère féodal et semi-féodal des campagnes argentines, on admet qu'il s'agit de relations capitalistes, quoique attardées ;

— le problème explicitement posé de la « question du pouvoir » et la nécessité de « combiner toutes les formes de lutte » ;

— l'autocritique sur l'attitude qui consistait en « la négation ou la sous-estimation d'autres forces révolutionnaires marxistes ou non marxistes qui ne sont pas dans le parti ».

Ces points expriment, au niveau programmatique, un véritable tournant à

gauche qui s'est traduit partiellement dans la pratique depuis le milieu de l'année 1985, dont le point le plus fort est la constitution du Front du peuple (FREPU) en septembre 1985 avec des secteurs du péronisme révolutionnaire, le Mouvement pour le socialisme (MAS), groupe des trotskystes morenistes, le Parti de libération, ex-maoïstes, et le groupe Praxis, qui sympathise avec le courant représenté par la IVe Internationale.

Mais les points signalés plus haut suscitent plus de questions que de réponses chez n'importe quel observateur politique et, en premier lieu, chez les militants du PCA. Pour quelles raisons, la force traditionnelle de gauche la plus importante du pays a-t-elle appuyé « l'aile démocratique » de la dictature militaire ? Pourquoi « pendant une large période ne fut pas posée la question du pouvoir » ? Pourquoi a-t-on dépeint les rapports de production dans les campagnes comme féodaux ou semi-féodaux, faisant d'une réforme agraire de caractère capitaliste la tâche centrale ? Pourquoi pendant des décennies a-t-on dépeint une bourgeoisie nationale à vocation progressiste, industrialiste et démocratique ? Et enfin, de quand date cette dégénérescence politique ?

La base militante du PCA se pose toutes ces questions et les pose de façon agressive dans les débats préparatoires du pré-congrès, ne pouvant se contenter des réponses de la direction. Personne n'est satisfait de l'explication contenue dans la thèse politique qui veut trouver la racine du problème dans l'absence de définition du « caractère de classe de la dictature militaire ». Encore moins Fernando Nardra, l'un des dirigeants historiques du PCA, qui soutient que « parler de convergence civico-militaire pour le futur était alors correct, mais essayer de l'appliquer dans le moment que vivait l'Argentine était erroné ». Une véritable autocritique, ce que veulent les militants de base du PCA devrait conclure que la politique

suivie entre 1975 et 1983 n'était finalement rien d'autre qu'une caution de gauche du coup d'Etat militaire et du régime de terreur en échange d'une semi-légalité de l'appareil du parti.

De plus, cette véritable autocritique devrait dire que cette politique ne fut pas le fruit d'une déviation, d'une erreur conjoncturelle ou du délire d'un groupe de vieux dirigeants dont on veut faire aujourd'hui les boucs émissaires. L'histoire même du PCA démontre que son aval à la dictature a non seulement des antécédents historiques sous la Décennie infâme, sous la Révolution libérale, (voir encart) mais qu'elle est le résultat d'une politique inhérente de collaboration de classes.

LA BOURGEOISIE NATIONALE ET LA QUESTION DU POUVOIR

L'un des points les plus importants de l'autocritique, qui figure dans la thèse politique et dans le programme soumis à la discussion est l'abandon de la théorie d'une soi-disant bourgeoisie nationale argentine décrite comme antimonopoliste, progressiste, démocratique, industrialiste et parée d'on ne sait trop encore quelles vertus. Maintenant le PCA reconnaît que « l'expérience est faite et démontre que la bourgeoisie ne peut prendre la tête de la lutte anti-oligarchique, antimonopoliste et anti-impérialiste ». On reconnaît également que les « secteurs non monopolistes de la bourgeoisie argentine tendent à la conciliation avec le pôle dominant ».

Dans le programme comme dans la thèse, un flou demeure : les liens qui existent entre la bourgeoisie argentine, d'une part, et ce qu'on nomme l'oligarchie et l'impérialisme, d'autre part, sont-ils des liens structurels ou le produit des

1. Pablo Giussani, *Tiempo Argentino*, 29 mai 1986. Pablo Giussani est l'idéologue du parti au pouvoir, le Parti radical.

« changements importants de la dernière décennie » ? Loin d'être une simple question d'érudition, reconnaître qu'il n'y a jamais eu en Argentine une telle bourgeoisie anti-oligarchique, démocratique et progressiste laisserait sans substance politico-théorique cinquante ans d'histoire du PCA.

Il est peu crédible d'affirmer que cette caractérisation incorrecte de la structure de classe de l'Argentine provient d'une « insuffisance d'analyse » due à un manque d'utilisation « en profondeur (de) la méthode marxiste léniniste ». La politique du PCA vis-à-vis de la bourgeoisie nationale ne peut s'expliquer par des déficiences idéologiques. Son suivisme pro-bourgeois comme sa dégénérescence idéologique sont le produit d'une politique nationale et internationale appliquée par quasiment tous les partis communistes dans le monde, faite de concii-

liation de classes, de préservation du statu quo international et qui a commencé dans les années 1920 avec la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union soviétique et de l'Internationale communiste.

Le Parti communiste argentin fidèle à la conception de la révolution par étapes qui a prévalu dans tous les partis communistes a préconisé l'instauration d'un « gouvernement démocratique et national de type nouveau » au travers d'« une révolution agraire, anti-féodale, anti-oligarchique, antimonopoliste, démocratique et nationale ». L'objectif d'une révolution prolétarienne, qui mènerait à bien les tâches démocratiques bourgeoises jamais accomplies en Argentine — démocratisation, réforme agraire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, industrialisation, non paiement de la dette extérieure etc. et qui, en même temps,

ouvrirait la voie au socialisme, ne fut hardiment assumée que par ceux qu'ils nommaient les « sectaires trotskystes ».

Aujourd'hui, le PCA tourne son regard vers les secteurs à sa gauche, il commence à parler jusqu'à plus soif de la question du pouvoir, mais il ne fait pas un seul pas dans cette direction. Ni la thèse politique, ni le programme n'effectuent la moindre rupture avec l'étapisme. Sur la question de la prise du pouvoir, ils se gargarisent de l'analogie avec l'autocritique du Parti communiste salvadorien (PCS) (2), mais un abîme sépare les deux autocritiques.

2. En décembre 1981, Shaffick Handal, le principal responsable du Parti communiste salvadorien, publiait un texte d'autocritique sur l'attitude qui avait été celle de son parti dans les années précédentes. Cette autocritique devait conduire le PCS à s'intégrer aux rangs du FMLN.

Un peu d'histoire du PCA

A la fin des années 1920, après les purges anti-trotskystes, le PCA est ultra-gauche, fidèle à la politique « classe contre classe » de la troisième période de l'Internationale communiste. Le gouvernement populiste du radical Hipolito Yrigoyen, qui arrive au pouvoir en 1916 puis de nouveau en 1928, porté par le vote des masses rurales et urbaines, petites bourgeoises et prolétariennes, est alors pour le PCA, le « gouvernement de la réaction capitaliste » avec « toutes les caractéristiques du national-fascisme ».

Après le 7^e congrès de l'Internationale communiste en 1935, s'ouvre la politique des fronts populaires : le PCA vire brusquement et impulse alors un front avec les « paysans démocratiques » de Lisandro de la Torre, avec les radicaux qualifiés jusqu'alors de « nationaux fascistes » et avec le Parti socialiste de Nicolas Repetto la veille encore « social-fasciste ». Après la Restauration conservatrice et avec en toile de fond la fraude électorale de la « décennie infâme » qui va de 1930 à 1943, le PCA en arrive à soutenir la candidature du radical de droite Mescelo T. de Alvear, contribuant ainsi à légitimer la fraude et, en 1938, le candidat de l'ordre conservateur, Robert M. Oritz, qui gagne l'une des élections les plus frauduleuses de l'histoire de l'Argentine, pourtant riche en la matière. Le tournant vers les secteurs « démocratiques » du pays va de pair avec un tournant en direction de l'« impérialisme démocratique », la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui promettent alors d'appuyer l'Union soviétique contre Hitler.

La signature du pacte germano-soviétique en 1939 amène le PCA sur une position de neutralité, caractérisant alors la guerre comme impérialiste. Il ne parle plus guère alors du front antifasciste, mais de front national. La lutte contre le fascisme cède la place à la lutte contre l'impérialisme. Cette politique s'achève avec l'attaque de l'armée allemande contre l'Union soviétique en juin 1941. Le PCA rompt la neutralité et remet à l'ordre du jour le front antifasciste avec les secteurs « démocratiques » représentés selon lui par les radicaux d'Alvear et le Parti conservateur. Peu importe que l'Argentine et l'ensemble de l'Amérique latine soient dominés par l'impérialisme anglais, qui peu à peu cède le pas à la domination nord-américaine, le PCA dénonce « la pénétration des capitaux allemands en Argentine », il lance un appel aux peuples, aux gouvernements d'Amérique latine et aux « Etats-Unis afin d'assurer la défense du continent contre l'agression intérieure et extérieure des fascistes nazis ».

La mobilisation de masse du 17 octobre 1945, qui arrache de la prison le général Juan Peron, alors secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévoyance, et le conduit à la présidence peu de temps après, est pour le PCA l'irruption du « lumpen et de la canaille (...) de hordes de va-nu-pieds (...) de la canaille recrutée par la police et les fonctionnaires du secrétariat au Travail et à la Prévoyance pour effrayer la population ». En opposition à la candidature « néo-fasciste » de Peron, il intègre un front, l'Union démocratique, avec l'Union civique radicale, le Parti socialiste et le Parti conservateur, bruyamment appuyé par l'ambassadeur nord-américain Pruille Braden. Quand se produit le coup d'Etat militaire qui renverse en 1955 le gouvernement de Peron, le PCA se situe du côté des putschistes : il appuie le régime de la Révolution libérale, voyant dans l'amiral Isaac Rojas, un bourreau cynique vendu à l'impérialisme, le « courant le plus démocratique du gouvernement provisoire ».

Après des décennies d'anti-péronisme, il se repent et appelle à voter pour les candidats péronistes au second tour des élections d'avril 1973, élections qui portent de nouveau au pouvoir le général Péron et son épouse Isabel. En 1975, il lance la ligne de convergence « civico-militaire : pour la formation d'un cabinet civico-militaire de large coalition démocratique », tandis que l'Etat argentin se militarise à toute vitesse, le gouvernement d'Isabel Peron préparant les conditions du coup d'Etat militaire et de la contre-révolution. Quand se produit le putsch, en mars 1976, il donne son appui à « l'aile démocratique des forces armées », représentées selon lui par le président lui-même, le général Jorge Rafael Videla, arguant que le coup d'Etat « préventif » de mars a évité un « putsch pinochettiste ».

Ce faisant, le PCA veut négocier une semi-légalité. C'est la seule organisation de gauche que ne dissout pas la junte militaire en échange d'une légitimation de gauche de l'Etat terroriste. Sans doute le resserrement des liens commerciaux et diplomatiques avec l'Union soviétique dans la période 1976-1983, entre autres facteurs, n'est-il pas totalement étranger à cette politique. La terreur dictatoriale ne persécute pas systématiquement le PCA, même si la répression de ces années-là ne fait guère de discrimination entre ses victimes. Le fossé entre la ligne capitulatrice de la direction et la répression dont sont victimes les militants finit par s'exprimer dans une crise larvée, qui s'approfondit en 1983, quand le PCA appuie les candidatures péronistes aux élections présidentielles et qui éclate au grand jour en décembre 1985 avec la parution de l'autocritique. ■

Premièrement, l'autocritique du PCS contient une définition stratégique précise sur la question du pouvoir, reconnaissant de fait, le caractère permanent du processus révolutionnaire et explicitement la nécessité de la « prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire ».

Deuxièmement, l'autocritique politique du PCS s'est accompagnée d'un virage dans la pratique politique, amenant cette organisation à s'intégrer à la lutte armée dans un front avec des organisations révolutionnaires, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

En revanche, à aucun moment, le PCA ne parle de « la prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire » ou bien de prise du pouvoir par la classe ouvrière se portant à la tête de tous les opprimés de la nation, mais il répète à qui veut l'entendre « l'importance de la question du pouvoir » sans la définir et, quand vient l'heure de le faire, il parle de « gouvernement démocratique et populaire de type nouveau ».

Ensuite, le PCA, à la différence du PCS, n'est pas partie prenante d'un front stratégique avec d'autres forces de gauche, avec la prise du pouvoir comme objectif. Il ne fait partie que d'un front tactique, le Front du peuple (FREPU) qui, à l'exception des initiatives prises par les militants de base des partis qui le composent, n'a pas été au-delà d'un simple accord électoral. Dans l'autocritique, il est fait allusion à la combinaison de « toutes les formes de lutte », allusion elliptique à la lutte armée, mais dans la seule perspective d'un « nouvel Etat démocratique, réellement du peuple, dont la classe ouvrière prend la tête (après) destruction de la domination monopoliste, impérialiste, latifundiste ».

Comment doit-on comprendre l'expression ? Est-ce la destruction de l'appareil et du système de domination de l'Etat bourgeois et la mise sur pied d'un autre Etat, un Etat ouvrier, basé sur la classe ouvrière et les secteurs populaires ? Doit-on en déduire que « la destruction de la domination monopoliste, impérialiste, latifundiste » implique pour le PCA la lutte pour une révolution anticapitaliste ?

Nous ne faisons pas référence ici à des questions tactiques telles des alliances avec des secteurs moyens et mineurs de la bourgeoisie qui impliqueraient le maintien, après la prise du pouvoir, de certaines sphères régies par des relations capitalistes, mais à des définitions stratégiques, au caractère de la révolution en Argentine et en Amérique latine, sur lesquelles il ne peut y avoir de flou artistique.

Ces ambiguïtés sur la question du pouvoir, ces coquetteries honteuses sur la lutte armée, ne sont pas de simples manipulations idéologiques de vieux bureaucrates, elles sont aussi l'expression de la crise et de la transformation du PCA. Il ne faut pas perdre de vue que les militants combattifs de la base, après des décennies de méséducation politique, voient dans cette phraséologie, le début

d'un processus qui va conduire leur parti, à se transformer et à devenir le parti révolutionnaire d'Argentine, le Front du peuple devenant lui, le FMLN de l'Argentine.

OU VA LE PARTI COMMUNISTE ARGENTIN ?

L'autocritique faite en décembre 1985 est la première réponse sérieuse de la direction du PCA face à une crise qui venait s'aggravant depuis les dernières années de la dictature et qui s'est traduite par une hémorragie permanente de militants, parallèlement à un mécontentement et une démoralisation grandissants de ceux qui restaient.

Plusieurs événements ont conduit à cette autocritique :

Premièrement, il y a la contradiction flagrante entre la politique de la direction appuyant la dictature et la répression subie par les militants.

Deuxièmement, l'appui aux candidatures péronistes lors des élections de 1983 qui ont porté le radical Alfonsín à la présidence. La direction calcule alors maladroitement qu'elle pourrait se blanchir de son discrédit populaire, en se liant aux candidats « populaires » qui triompheraient à coup sûr, hypothèse malheureuse, car, pour d'importants secteurs populaires, le péronisme signifiait alors la continuité avec la dictature. La déroute de 1983 devait entraîner une atomisation totale du péronisme. A sa propre crise, le PCA ajoutait en fait la crise du péronisme.

Troisièmement, la constitution du FREPU en prévision des élections législatives de 1985, impliquait un profond virage politique, puisque le PCA passait d'une politique d'alliance historique avec la bourgeoisie à une alliance avec les forces issues du trotskysme et du péronisme révolutionnaire. Ce tournant dans la politique unitaire exigeait une certaine autocritique de celle suivie jusqu'alors. La pratique quotidienne avec des courants révolutionnaires qui harcelaient de façon permanente les militants du PCA pour sa politique durant la dictature était un point de faiblesse et un réarmement idéologique s'imposait.

Quatrièmement, le contexte interna-

Dans un meeting péroniste, un portrait géant de Juan Peron. (DR)



national n'est pas étranger à tout ce processus. La révolution sandiniste, qui a montré la nécessité de détruire l'appareil de domination de l'Etat bourgeois par une révolution et a créé un nouvel Etat, est tombé à point nommé pour la jeunesse du PCA (la Fédération communiste jeune). Les brigades du café envoyées au Nicaragua, sont revenues en Argentine avec de profondes critiques vis-à-vis de la direction.

L'autocritique historique du PCS a aussi influencé les militants. Des centaines, sinon des milliers, de photocopies des principaux textes de Shaffick Handal ont circulé clandestinement, de la main à la main, dans les rangs du PCA.

On pourrait ajouter à ces deux principaux facteurs la nouvelle initiative cubaine à l'échelle continentale, la campagne pour le non paiement de la dette extérieure, le 3e congrès du Parti communiste cubain, comme la participation du Parti communiste chilien à une organisation armée — le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) — et, finalement, le dégel de l'Union soviétique avec Gorbatchev.

La pression pour l'autocritique est partie des rangs de la jeunesse. La figure politique qui s'identifie le plus à ce tournant est sans aucun doute Patricio Echegaray qui, en peu de mois, est passé de dirigeant de la FJC au comité central et à la direction de l'hebdomadaire officiel du parti, *Que Pasa ?*. Echegaray et Jorge Pereyra, secrétaire à l'organisation, ont impulsé au comité central de décembre 1985, les projets de thèses, programme et statuts qui furent votés à l'unanimité et lancés depuis lors comme documents soumis à la discussion pour le 16e congrès.

La vieille direction compromise par l'appui à la dictature et symbolisée par Athos Fava a fini par accepter comme inévitable l'autocritique formelle, ce pour éviter une réelle autocritique, c'est-à-dire une autocritique qui se traduirait immédiatement dans la pratique politique par une nouvelle politique d'alliances avec la gauche, la transformation du FREPU en un véritable front politico-social, la rupture avec sa ligne de collaboration de classe avec le secteur le « moins mauvais » de la bureaucratie syndicale péroniste au profit d'une ligne classiste et antibureaucratique.

Une figure est apparue publiquement pour s'affronter aux changements qu'impliquait l'autocritique, le vieux bureaucrate syndical, Rubens Iscaro, récemment écarté de la Commission politique du PCA. Iscaro, avant d'être mis sur la touche, a posé au comité central de mai 1986, les points suivants :

— la politique actuelle ne peut se baser sur la seule alternative « dépendance ou libération », bien qu'elle soit importante, l'autre alternative, « démocratie ou fascisme n'est pas à sous-estimer » ;

— la nouvelle politique ne peut se réduire à un « affrontement drastique avec le gouvernement radical », la politique de critique des « côtés négatifs » et de reconnaissance des « côtés positifs » doit

se poursuivre ;

— on ne peut abandonner la politique d'alliances en direction des « secteurs de la bourgeoisie locale qui s'affrontent à la bourgeoisie monopoliste » en s'appuyant sur « l'affirmation faite à la légère que la bourgeoisie a épuisé ses capacités réformistes » ;

— s'il faut poursuivre l'expérience du FREPU, « ce n'est pas pour cela que nous devons négliger ou mettre en péril des alliances avec les autres secteurs ».

En somme, il y a acceptation formelle de l'autocritique afin de poursuivre la vieille politique.

Maintenant, sans doute que le 16e congrès va approuver de façon unanime les projets de thèses politiques, programme et statuts. Mais ce qui est important, c'est le processus politique ouvert par le débat sur ces documents, la dynamique enclenchée par la discussion qui va beaucoup plus loin que l'imaginait la direction. Ce débat irrigue toutes les sphères de la vie du parti. Beaucoup veulent que cette autocritique s'exprime dans une pratique radicalement distincte, dans une praxis révolutionnaire. Les militants communistes sont sortis de leur léthargie, ils sont amenés à remettre en question les vieux dirigeants et les vieilles politiques, à chercher de nouvelles alliances militantes, à lire la presse des autres organisations de gauche, à rechercher l'unité des révolutionnaires.

Mais ce processus ne débouchera pas nécessairement sur la rupture d'un secteur révolutionnaire, et ce pour deux raisons :

— Le manque de clarté politique des secteurs les plus radicaux de la base, après des décennies de monolithisme politique, d'absence de débat et de démocratie interne. Par exemple, jusqu'à présent, il n'est apparu aucun courant qui pose le droit à former des tendances ou d'autres droits démocratiques élémentaires dans la vie du parti. Le nouveau projet de statuts interdit d'ailleurs explicitement les tendances.

— L'absence d'un pôle révolutionnaire de référence hors du PCA. Les critiques de partis comme le MAS ou du Parti ouvrier d'origine lambertiste n'ont été que de peu d'aide pour les militants combattifs de la base. Ces organisations se sont limitées à signaler que l'autocritique était un piège, que le PCA demeurerait stalinien, que la critique de l'incapacité de la bourgeoisie avait été faite des années auparavant par les trotskystes etc.

Vers où pourraient se diriger les révolutionnaires communistes après avoir rompu avec le PCA, si le péronisme révolutionnaire, le secteur radicalisé du mouvement péroniste, est aujourd'hui divisé en plusieurs groupes, certains dans et d'autres hors du Parti justicialiste, traversé par une crise chaque jour plus importante et menacé d'éclatement, si le MAS persiste dans sa politique sectaire qui entrave le développement du FREPU, si le Parti ouvrier connaît à l'heure actuelle son cours le plus sectaire, condamnant le FREPU comme « frontpopuliste » et « contrerévolutionnaire », si le Parti intran-

sigeant, chaque fois plus affaibli, est menacé d'éclater en deux entre un secteur qui appuie le FREPU et l'autre qui appuierait les candidatures péronistes aux élections prévues pour 1987 ?

L'autocritique du PCA et l'apparition du Front du peuple ont mis en relief la crise de la gauche argentine. Au moment où la population voit de nouveau une politique de baisse vertigineuse des salaires, de chômage, d'attaques contre ses acquis sociaux et de limitation du droit de grève, au moment où les travailleurs commencent la lutte pour reconquérir les syndicats aux mains de la bureau-

cratie péroniste, casser le Plan austral (3) et exiger le non paiement de la dette extérieure, pour obtenir la libération des prisonniers politiques et exiger le jugement et le châtement de tous les coupables des crimes commis sous la dictature, la construction d'un parti révolutionnaire de masse est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour pour permettre aux exploités d'être victorieux sur ces revendications et en même temps d'ouvrir la voie à la révolution socialiste. ■

Horacio TARCUS,
Buenos Aires, août 1986.

Un dirigeant du PC s'exprime

LE texte que nous publions ci-dessous s'inscrit dans la vague d'autocritiques qui a saisi les dirigeants du Parti communiste argentin (PCA), après le comité central de décembre 1985 (voir article précédent). Le 16e congrès du PCA doit se tenir au mois de décembre 1986. L'auteur du texte que nous publions, paru dans l'hebdomadaire du PCA *Que Pasa ?* est membre de la commission politique (exécutif) de ce parti. ■

Fernando NADRA

POUVOIRS, AUTOCRITIQUE ET ALLIANCES

Je pense qu'en marge de la responsabilité collective qui nous échoit dans les erreurs commises et que le comité central a assumé, il est indispensable que chaque dirigeant du parti contribue par ses propres réflexions à comprendre ce qui s'est passé.

Il est évident que ces responsabilités ne sont pas identiques pour un militant de base et pour nous, la direction. Il faut reconnaître que nous avons tardé à voir des déviations opportunistes de droite, aussi graves que celle qui a consisté à diluer notre vocation au pouvoir ou à ne pas caractériser une dictature fasciste comme telle et même à mettre des espoirs dans des gens comme Videla-Viola qui, dans la pratique, ont mené la revanche de l'ennemi de classe sur les forces révolutionnaires, la classe ouvrière et le peuple.

Voilà pourquoi le débat du 16e congrès est tellement important. Il ne s'agit pas simplement de briser — comme nous l'avons fait — le mythe de l'infailibilité mais de reconnaître les lourdes fautes commises. En approfondissant la critique et l'autocritique qui devraient être une méthode et non un recours extraordinaire, nous pourrions ouvrir la voie au perfectionnement de notre projet révolutionnaire et ce perfectionnement, à la chaleur des luttes, donnera son sens léniniste, positif et constructif à l'autocritique.

Les erreurs et les défaites, comme le prouve toute l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, peuvent être utiles si elles sont assumées et corrigées. Nous ne jouons pas sur les mots. Assumer les

erreurs est insuffisant, il faut les corriger vite et bien. A ce projet révolutionnaire correspond un parti qui dépasse les obstacles réformistes et dogmatiques, qui se dote d'une méthodologie adaptée et qui est formé d'hommes disposés à le mener jusqu'au bout. Il n'y a plus de place pour la conciliation.

Comme le disait Lénine, « après des années de réaction, d'abattement, de dispersion, d'apostat, de pornographie à la place de politique (...) la grande défaite offre aux partis révolutionnaires, à la classe révolutionnaire une leçon véritable, hautement instructive, une claire leçon de dialectique historique, de compréhension, de l'art et la manière de mener la lutte politique ».

ASSUMER ET CORRIGER LES ERREURS

La réalité exige d'assumer en toute franchise révolutionnaire l'autocritique menée par chaque secteur de travail pour que l'analyse collective nous aide à rétablir pleinement la confiance entre la base et la direction, à nous transformer en avant-garde effective.

Pour ma part, en appliquant la ligne décidée et en le faisant avec force et discipline, dans les écrits, les discours, j'ai ajouté ma propre pierre aux erreurs communes.

En le reconnaissant et en le corrigeant, nous pouvons commencer à mener une politique d'alliances sur une base de classe au moment où s'épuise la base

3. Sur le plan d'austérité argentin, dit Plan austral, voir l'article d'*Inprecor* du 21 octobre 1985, numéro 205.

sociale du réformisme bourgeois tel que nous l'avons connu jusqu'à maintenant, en nous battant pour une polarisation classiste et des regroupements forts dans toute la société. Comprendre cette démarche est vital pour avancer vers la libération et battre en brèche la dépendance, ouverte ou « modernisée », que nous propose le projet de Raul Alfonsín.

CHANGER LES LEVIERS DE MAINS

Si les classes avancées n'ont pas le pouvoir, si les leviers de ce pouvoir dans la société ne changent pas de mains, il n'y a pas de révolution. Cette conception essentielle du léninisme, la conquête du pouvoir, a été perdue de vue dans notre pratique et ce, circonstance aggravante, dans un pays où se sont épuisées les différentes tentatives pour maintenir les structures actuelles de pouvoir, que ce soit par la dictature ou la réforme.

La thèse et l'intervention de Fava en décembre dernier expliquent cette déviation par le fait de ne pas avoir vu à temps, les changements économiques, sociaux et politiques qui se sont produits dans le pays. A mon avis, nous pourrions y ajouter une appréciation incorrecte du rôle de la bourgeoisie nationale et une sorte de « vaccin anti-ultragauche » qui, après une critique juste de notre part des méthodes de ce courant, a rendu très partielle notre analyse théorique des voies de la révolution, de l'initiative qui revient à l'avant-garde dans le mûrissement du facteur subjectif et provoqué une distorsion du système d'alliances tant sur le plan syndical que sur le plan politique.

Loin d'élaborer une juste ligne d'unité de la gauche liant la lutte idéologique et le dépassement de nos propres limites, comme l'ont fait les camarades cubains et ensuite Schaffick Handal, commandant du FMLN, nous n'avons pas vu les causes objectives de l'apparition de courants de gauche dans les années 1960, pensant qu'ils disparaîtraient avec notre polémique énergétique. Cela n'a pas favorisé les corrections au sein des autres organisations révolutionnaires qui ont pour objectif la prise du pouvoir, nous nous sommes affrontées à elles et nous avons stimulé les conceptions réformistes dans nos propres rangs.

Nous avons privilégié les accords généraux, démocratiques en les opposant aux accords de fond, stratégiques. L'unité avec un révolutionnaire, avec qui nous avions des divergences tactiques et même idéologiques, était repoussée face à un vulgaire politicien bourgeois de centre droite, arrogant ou qui nous regardait de travers.

TACTIQUE ET STRATÉGIE

Nous avons rompu la relation dialectique qui unit la stratégie et la tactique au profit de cette dernière. Nous citons le principe léniniste selon lequel il n'y a pas de tactique juste qui ne contribue au succès de la stratégie, ou qu'il ne peut y avoir de triomphe stratégique qui ne soit

basé sur une tactique juste, mais, dans la pratique, nous nous sommes éloignés de ce principe.

Je pense que c'est pour cette raison, que nous avons insisté sur les formules du Front démocratique national (FDN) et d'Accord national démocratique (CND) pendant que les franges ouvrières et jeunes les plus combattives vibraient au cri de « libération ou dépendance », contradiction fondamentale que notre parti nourrissait dans la pratique, défendait dans la lutte quotidienne, parfois par dessus les formules rituelles qui parvenaient « d'en haut ».

Nous n'avons pas vu les changements qui s'opéraient dans ce que nous appelions jusqu'alors la « bourgeoisie nationale », changements qui venaient de loin et qui se sont approfondis avec la politique de la dictature. Une partie de cette bourgeoisie s'est transformée en associée de l'impérialisme, l'autre s'est consacrée à la finance et la spéculation, et, en général, elle a été également corrompue par l'impérialisme américain et l'anti-étatisme des transnationales. La bourgeoisie non monopoliste a perdu son poids économique et, de ce fait, son importance politique. Peut-être les réactions que nous avons eues contre les propositions extrémistes d'aller tout de suite au socialisme ont été les œillères qui nous ont empêché de voir ces changements fondamentaux et de préciser le caractère des forces motrices de la révolution. Notre système d'alliances nous a réduits à être une simple force d'appui chargée d'assurer « l'élargissement » de l'éventail des forces démocratiques.

En définitive, nous avons travaillé pour un hypothétique et incompréhensible CND et non pour le Front de libération nationale et sociale (FLNS), mis à l'ordre du jour de notre congrès, dont le contenu différent, révolutionnaire est clair comme de l'eau pure.

FORCE D'APPOINT OU FORCE RÉVOLUTIONNAIRE

En privilégiant, les alliances tactiques, en marginalisant ou reléguant les alliances stratégiques, tous les efforts ou les sacrifices des militants et de chacun de nous ont fait de nous une sorte de soutien de ce que nous considérions comme « un moindre mal », une espèce de gauche du mouvement démocratique bourgeois. Nous nous sommes davantage conçus comme une force d'appoint de secteurs « progressistes » mais encore capitulateurs de la bourgeoisie réformiste que comme une force révolutionnaire de la classe ouvrière avec une alternative et un projet propres.

Cette détérioration de l'indépendance de classe a affaibli nos alliances tactiques mêmes, qui ne dépassaient pas le stade formel au lieu d'être de véritables accords que nous n'avions pas la force d'imposer. C'est ainsi que l'on peut expliquer que, tout en étant les promoteurs et les principaux créateurs de fronts comme la Multipartis au moment

de sa constitution, la bourgeoisie nous a laissés hors de ce regroupement avec des arguments de type maccarthystes ou d'hypocrite cordialité bourgeoise.

Notre faiblesse profonde réside dans le fait que nous n'avions pas constitué auparavant un noyau unitaire des forces de gauche, ce qui est décisif. Nous ne le comprenions pas ou bien le repoussions et c'est ce qui a contribué à ce que nous ayons été incapables de construire une alternative électorale pour 1983, obligeant ainsi à choisir et non à décider, avec parfois un certain suivisme vis-à-vis des péronistes de droite, ce qui a contribué à l'ampleur de notre défaite électorale.

UNITÉ ET LUTTE, PAS AMONCELLEMENT

La non compréhension dialectique du concept d'unité à ses différents niveaux a aussi été l'une de nos erreurs. Sur le plan tactique, l'unité peut s'appliquer dans la lutte pour une ou plusieurs revendications concrètes — salaires, libertés — ou pour un objectif immédiat, faire face au coup d'Etat. Sur le plan stratégique, l'unité doit se concevoir comme la lutte pour un programme de transformations révolutionnaires et, avec les forces de gauche péronistes ou non péronistes, comme noyau pour développer les luttes et les différentes formes d'unité.

Je crois qu'en même temps nous devons démystifier le concept d'unité comme tel, l'unité pour l'unité, qui se réduit à un simple amoncellement de forces. Nous sommes partisans de l'unité autour d'objectifs concrets, de l'unité de classe, de l'unité pour la lutte et pour la révolution.

L'unité implique toujours la lutte des contraires, à cause de différences de position. Unité et lutte idéologique sont deux faces d'une même médaille et nous ne l'avons pas toujours pris en compte. Partant du sage conseil léniniste qui nous demande de chercher l'unité même si c'est sur un seul point ou pendant un bout de chemin, nous avons abouti à une espèce d'unité conciliatrice, en oubliant l'autre moitié de l'enseignement léniniste : pour unir, il faut d'abord délimiter les camps. L'unité telle que nous l'avons appliquée s'est réduite à se retrouver avec les radicaux, les péronistes, les intransigeants et autres, en nous gardant bien de les critiquer pour des « raisons d'unité » mal comprises. Nous ne pouvons répéter cette erreur, l'authentique unité suppose le débat avec nos alliés sur les questions qui nous préoccupent, depuis la tactique et la stratégie jusqu'aux voies, aux formes de lutte, les étapes et les compromis possibles. C'est ainsi que nous nous éduquons et que nous éduquons les masses en élevant la conscience révolutionnaire.

UN FRONT SOUS HÉGÉMONIE PROLÉTARIENNE

Le caractère global de la crise ne laisse pas de marge à une solution réelle

qui ne soit pas fondée sur un projet libérateur, sur les transformations révolutionnaires contenues dans notre programme. Ce programme, ce n'est pas un front démocratique sous hégémonie bourgeoise qui le mènera à bien mais bien le FLNS sous hégémonie prolétarienne, sans lequel le pays ira de frustration en frustration. Ce front est l'instrument adéquat pour affronter les projets économiques, idéologiques et politiques de l'ennemi de classe, pour la conquête d'un pouvoir de type nouveau qui tranchera l'alternative libération ou dépendance en faveur de la première.

L'étape actuelle vers la révolution socialiste est caractérisée dans la thèse comme populaire, anti-impérialiste et anti-oligarchique. Ce processus unique ne peut être métaphysiquement découpé en étapes séparées, quasiment opposées entre elles, l'étape démocratique et libératrice, d'un côté, et l'étape socialiste, de l'autre. Il faut le dire clairement : nous avons également commis cette erreur dans les faits, séparant les étapes et privilégiant la démocratie. Cette erreur s'est exprimée dans les formules auxquelles nous faisons allusion, le FDN et la CND jusqu'à la malencontreuse « convergence civico-militaire » qui, dans notre cas, a été une caricature dramatique de l'analyse marxiste léniniste sur le travail en direction des forces armées, que reconnaissent toutes les avant-gardes révolutionnaires du continent.

La fin de la dictature militaire aurait été bien différente, bien différents auraient été le passage à la démocratie et les fruits de la lutte que nous aurions recueillis, si nous avions construit une alternative comme le FREPU avant 1983. Ce n'est pas de notre seule responsabilité, mais nous devons dire que nous n'avons rien fait pour le construire.

Comme je l'ai déjà déclaré de façon autocritique au comité central, nous avons cherché le Front et les alliés là où ils n'étaient pas. Et ils nous ont échappé comme s'échappe l'eau entre les doigts. Il ne nous restait rien ou quasiment rien.

Nous pouvons dire, de même, que dans l'élaboration de notre ligne politique nous n'avons pas pris en compte l'expérience latino-américaine. Nous avons exalté les fronts et les révolutions de Cuba, du Nicaragua, du Chili, d'El Salvador, d'Uruguay ou du Pérou et nous nous en sommes solidarisés mais nous n'avons pas étudié à fond ces riches expériences. Nous avons considéré avec hauteur ce qu'il y avait de général et de particulier dans chaque cas sans en tirer des leçons pour l'Argentine.

COMMENT S'EXPRIME LA RÉSISTANCE AU FRONT DU PEUPLE

La création du front du peuple est un pas important dans l'application du projet révolutionnaire. Elle a l'énorme mérite de constituer un exemple concret et démontre qu'il est possible que les révolutionnaires dépassent leur éclatement et marchent unis vers la libération nationale et le socialisme. Voilà pour-

quoi nous ne pouvons pas, nous ne devons pas commettre une nouvelle erreur qui réduirait à néant cette riche expérience.

Notre tâche est aujourd'hui de consolider le FREPU avec les organisations qui le composent, dans l'action et dans la lutte, l'élargir ou le refonder en y intégrant de nouveaux secteurs ouvriers et populaires du péronisme, les intransigeants, les chrétiens, d'autres courants socialistes, les secteurs les plus avancés du radicalisme ou de ceux qui votent pour lui.

Cette tâche historique de construire, renforcer et développer le front demande de tous et de chacun de nous une compréhension profonde et non formelle de notre projet révolutionnaire, un esprit unitaire, une flexibilité et une attitude créatrice face à tout obstacle surgi soit de la coordination avec nos alliés soit inventé par les campagnes de divisions de l'ennemi de classe.

La création du Front du peuple a été discutée de façon profonde, dense et salutaire, avec nos alliés et à l'intérieur du parti où l'incompréhension rencontrée reflète bien à mon avis, une incompréhension du projet révolutionnaire que nous esquissons dans la thèse politique.

Beaucoup de camarades ont dépassé ces désaccords mais, à mon avis, d'autres les maintiennent, même si maintenant ils s'expriment de manière indirecte.

Comment ces réserves se traduisent-elles désormais ?

— Quand on met l'accent sur le Front de libération nationale et sociale mais qu'on passe sous silence, comme s'il n'existait pas, le Front du peuple qui est le chemin réel et non abstrait vers le FLNS dans son existence actuelle et non hypothétique.

— Quand on reconnaît l'existence du Front du peuple mais qu'on ne fait rien ou très peu pour le construire ou le développer ou qu'on le fait à contrecœur.

— Quand on dit que c'est un instrument électoral important mais rien de plus, point à la ligne.

— Quand on dit, avec raison, qu'il ne faut pas appliquer la conception du Front du peuple mécaniquement à d'autres secteurs sociaux (syndicaux, jeunes, quartiers, etc.) mais qu'on ne fait rien pour le construire ni mécaniquement ni créativement.

— Quand on met l'accent sur nos soi-disantes alliances « de vingt ou trente ans que nous ne pouvons abandonner », alors que le problème est précisément d'en finir avec la routine et le schéma naïf en la matière et, sans « abandonner » personne, de privilégier nos alliances stratégiques.

— Quand on exprime des réserves sectaires vis-à-vis des péronistes ou bien, au contraire, quand on a une politique suiviste consistant à dire que le Front du peuple nous éloigne d'eux, alors que la réalité a prouvé qu'avec le FP se sont ouvertes des possibilités nouvelles de travail en commun. C'est dans le seul cadre des projets frontistes de libération que nous pouvons contribuer au déve-

loppement d'une gauche péroniste capable d'intégrer organisationnellement de grandes masses à la lutte pour la libération et la révolution.

— Quand on formule des objections « insurmontables » aux secteurs de gauche, sous prétexte que nous sommes séparés d'eux par des questions idéologiques ou tactiques qu'ils soient socialistes, intransigeants, chrétiens, néotrotskystes, ex-maoïstes, ex-combattants armés et autres.

Sur ce terrain également, il faut regarder le reste du continent. L'Amérique latine nous apprend que la constitution d'une avant-garde unie des forces révolutionnaires et la synthèse théorico-politique s'obtient dans la lutte de masse pour le pouvoir. Avec le critère sectaire et plein de préjugés, qui fut le nôtre, dont nous avons paté et avec lequel il faut rompre rapidement, ni la révolution cubaine, ni la révolution nicaraguayenne n'auraient été possibles et on ne combattait pas avec les armées du FMLN au Salvador.

IL NE SUFFIT PAS DE SE SENTIR COMMUNISTE, ENCORE FAUT-IL L'ÊTRE

Ces réflexions se veulent une contribution au débat du 16e congrès, dont le meilleur produit serait l'élaboration d'une analyse scientifique de la réalité nationale et de nos tâches ; permettre que l'ensemble du parti et chaque camarade fassent le bilan des succès obtenus, pointent nos erreurs et nos insuffisances comme leurs causes réelles afin de les corriger vite et bien ; mettre fin à la routine, le bureaucratisme et les schématismes et impulser avec force notre projet révolutionnaire.

Pour un communiste, il est vital de ne pas se rouiller avec la fuite des dures années de combat, de ne pas sombrer dans la léthargie sous le poids des embûches qui parsèment notre dur chemin. Il ne suffit donc pas de continuer à se sentir profondément communiste, il faut continuer à l'être avec l'esprit de sacrifice, l'initiative politique, la vocation au pouvoir et toute la richesse que renferme cette qualité déjà légendaire de communiste, typique de la nouvelle époque que vit l'humanité.

Au dire de Marx, tout est lutte dans la vie. La lutte entre le neuf et le vieux est l'essence et la joie de l'existence humaine. Lutter, donc, pour le neuf, pour ce qui naît, contre le vieux qui meurt dans l'Argentine d'aujourd'hui, c'est aussi l'essence et la joie suprême de notre propre existence de communiste.

Sans lutte, comme le dit le camarade Fidel, il n'y a pas de révolution. Et le marxisme léninisme nous donne la théorie, s'il est notre guide pour l'action, la lutte nous donnera la victoire. ■

Fernando NADRA,
Que Pasa ?, mai 1986.

Un défi pour la construction du parti des révolutionnaires

DEPUIS quelques années, la gauche indépendante a largement progressé au Mexique. Le développement de nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IV^e Internationale, a été un des éléments notables de cette progression. Ainsi, en juillet 1985, malgré la fraude électorale, arme favorite du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) pour se maintenir au pouvoir, le PRT obtenait 6 députés.

En février 1986, nos camarades du PRT traçaient les perspectives d'une politique unitaire décidée sur la base d'une évaluation positive des actions engagées avec d'autres organisations, notamment le Parti mexicain des travailleurs (PMT) ou le Parti de la révolution socialiste (PRS). Le PRT répondait positivement aux propositions du PMT, d'explorer les possibilités d'une unité organique. Toutefois, pour le PRT, il est clair que tout processus d'unification ne peut être un accord au sommet mais passe par un processus de discussions et d'actions communes aux deux partis et de bas en haut. Enfin, le PRT invitait également un autre groupe, l'Organisation de la gauche révolutionnaire-Ligne de masse (OIR-LM), à se joindre à ces débats et activités communes.

Sergio RODRIGUEZ

Depuis plusieurs années, un processus de réorganisation de la gauche a lieu dans l'ensemble de l'Amérique latine. Ce processus n'est que l'expression la plus évidente de ce qui se passe au sein du mouvement de masse. Plusieurs phénomènes le confirment.

La gauche latino-américaine n'est pas la même que celle qui existait jusqu'aux années 1960. A l'époque, l'hégémonie des stalinien et des nationalistes sur le mouvement de masse était presque totale. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au Mexique, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) au Pérou, le péronisme en Argentine, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) en Bolivie, d'une part, et la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier chilien, uruguayen d'autre part, voire la combinaison des deux, avaient réduit le mouvement de masse au rôle d'un simple comparse destiné à renforcer l'Etat bourgeois. (...)

L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

La révolution cubaine fut le premier symptôme de ce changement. Non seulement parce qu'elle prouvait qu'il était possible de renverser l'impérialisme mais parce qu'elle a débouché sur la construction d'un Etat ouvrier. Elle marque le début de la modification des rapports de forces dans la gauche et sur l'échiquier politique latino-américain. Désormais, le PRI, l'APRA, le péronisme ou le MNR bolivien qui, auparavant, se présentaient aux yeux des masses comme les défenseurs de la souveraineté nationale pas-

saient au second plan. Cette lutte était maintenant dirigée par un gouvernement communiste. A gauche, la naissance des foyers de guérilla (foco) s'est réalisée à partir de ruptures dans les partis communistes. (...)

La révolution nicaraguayenne a représenté une autre grande étape. C'était la deuxième révolution victorieuse où les partis communistes n'avaient joué aucun rôle important. Un processus fondamental commence avec cette révolution. Le Parti communiste du Salvador par l'intermédiaire de son secrétaire général Shafick Handal fait une autocritique profonde de sa stratégie qui est commune à tous les partis communistes d'Amérique latine, abordant le caractère ininterrompu de la révolution, en posant le problème de la transcendance de la révolution démocratique et anti-impérialiste en révolution socialiste. Un problème similaire se pose avec le Parti guatémaltèque du Travail (PGT). Dans le cas de la Bolivie, ce processus s'est achevé en 1985 par une division en deux parties presque égales. Et des partis aussi corrompus et capitulards que le Parti communiste argentin ont été obligés de faire une autocritique sur l'orientation apolitique qu'ils avaient eue avant, pendant et après la dictature. Des débats semblables ont eu lieu dans le Parti communiste chilien.

La naissance au Brésil du Parti des travailleurs (PT) a été un autre élément essentiel du changement (1). Du cœur même de la classe ouvrière la plus puissante d'Amérique latine est né un nouveau type de parti de classe qui surgit du processus même de réorganisation et de transformation de la classe ouvrière et de ses luttes immédiates. Mais il apparaissait également contre les deux partis

Il s'agit pour nos camarades d'avancer dans un projet d'unité organique en vérifiant dans l'action les divergences et les convergences qui existent ; l'unité d'action est évidemment une condition sine qua non à toute unification organisationnelle.

En juillet 1986, à la surprise de nos camarades, le Parti communiste, qui se nomme au Mexique le Parti socialiste unifié (PSUM), proposait à plusieurs partis de gauche, le PRT, le PMT, le Parti patriotique révolutionnaire (PPR) et l'Union de la gauche communiste (UIC) de fusionner en février 1987. Nos camarades ont refusé pour l'instant cette proposition qu'ils jugent prématurée eu égard aux degrés et points de désaccords qui existent entre les différentes organisations concernées.

Nous publions ci-dessus, légèrement coupée, la contribution du camarade Sergio Rodriguez de la direction du PRT où il explicite leur démarche unitaire et comment ils conçoivent la construction du parti révolutionnaire au Mexique. A la suite, figure la résolution adoptée par le comité central du PRT en septembre et diffusée publiquement. ■

de la gauche traditionnelle : le Parti communiste brésilien (PCB) et le Parti communiste du Brésil (PC do B) (2). Depuis qu'il existe, le PT est passé par un grand nombre d'épreuves en maintenant intacte sa principale caractéristique, l'indépendance de classe. Cela a permis au PT d'être la principale force de gauche et d'avancer dans la restructuration de l'essentiel de la classe ouvrière, en créant une Centrale unique des travailleurs (CUT).

Ce processus de changement dans les rapports de force à l'intérieur de la gauche, qui est évidemment différencié, a vu le jour dans de nombreux pays. Le poids des positions classistes dans la Confédération générale du travail (CGT) argentine est aujourd'hui plus significatif qu'auparavant, même si la gauche révolutionnaire n'a repris que lentement ses forces vu l'ampleur de la défaite subie sous la junte militaire. En Uruguay, bien que le Parti communiste y demeure la principale force au sein du Plenum intersyndical des travailleurs-Centrale nationale des travailleurs (PIT-CNT) (3), les courants qui ont permis la résistance à la dictature et la formation du PIT, ont

1. Sur la constitution du PT, voir *Inprecor* numéros 60 du 4 octobre 1979 et 64 du 20 novembre 1979. Ensuite, *Inprecor* a traité régulièrement du développement du Parti des travailleurs.

2. Le Parti communiste brésilien (PCB) est créé en 1922, à la fin de la vague de luttes ouvrières qui secouent le Brésil après la révolution russe. Le Parti communiste du Brésil (PC do B) naît en 1962 d'une scission du PCB, à l'occasion de la rupture sino-soviétique.

3. La CNT fut dissoute par les militaires lors du coup d'Etat de 1973. Le mouvement syndical uruguayen s'est reconstitué peu à peu et le PIT devait prendre forme après le succès du 1er mai 1983.

un poids important. Dans le cas du Pérou, la force du Parti d'unité Mariatéguiste (PUM) et du Parti communiste du Pérou « Patria Roja » (4) leur a permis d'être parmi les partis les plus importants au sein de la Gauche unie (IU), sans même parler du Salvador et du Guatemala.

Ce processus de réorganisation de la gauche latino-américaine est marqué par un changement des rapports de force. Les courants révolutionnaires prennent plus de poids dans la société. L'origine n'en est pas un seul courant idéologique. D'anciens militants des partis communistes traditionnels, des trotskystes, des maoïstes, des castristes, des chrétiens radicalisés, des nationalistes révolutionnaires, en sont partie prenante. Tous ceux qui ont compris l'importance de lier le communisme à la réalité indo-américaine, comme l'avait proposé José Carlos Mariategui.

LA RECOMPOSITION DE LA GAUCHE MEXICAINE

Ce processus de réorganisation et de recomposition de la gauche s'est également exprimé au Mexique, avec certaines particularités.

Le poids de l'idéologie qui émane de l'Etat mexicain à travers le PRI (5) a été beaucoup plus fort que dans d'autres pays. Elle a permis que des secteurs fondamentaux du prolétariat mexicain s'identifient à l'Etat. C'est ainsi que le développement de la gauche mexicaine a pu être jugulé grâce au mythe de l'existence d'une gauche « priiste » indispensable à la transformation du pays. Le gouvernement a utilisé avec succès cette ruse de nombreuses fois.

Cette faiblesse de la gauche ne se cantonne pas au plan idéologique. Elle se révèle également dans le mouvement de masse et en particulier au sein du mouvement ouvrier. Conséquence de ce manque de racines, une thèse est apparue selon laquelle la seule manière de faire une politique de masse consiste à faire front avec le PRI.

Le parti communiste mexicain, qui se nomme Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM), n'a jamais été un parti de masse comme au Chili ou en Uruguay et, de ce fait, le poids du stalinisme dans la conscience ouvrière est très faible.

Il n'existe pas de courant typiquement castriste qui puisse être défini comme tel. En ce sens, une guérilla comme celle du Parti des pauvres (6) a plus de rapports avec les meilleures traditions de la révolution mexicaine qu'avec la révolution cubaine.

La conjonction de ces éléments en 1968 va entraîner une réorganisation de la gauche et la naissance de nouvelles organisations politiques. Depuis lors, nous nous sommes battus, quant à nous, pour construire un projet politique national. C'est ainsi qu'apparaît *Brecha*, revue qui ne comptera que quelques numéros ; elle regroupait le Groupe communiste internationaliste (7), le Parti mexicain du prolétariat, le groupe « Théorie et

pratique », des marxistes indépendants parmi lesquels se trouvait le camarade José Revueltas. Plus tard, la revue *Perspectiva* est née d'un regroupement semblable. Chez les maoïstes, la formation du Front populaire indépendant et ensuite de la Coordination ligne de masses allaient dans le sens de cette recherche. Autre phénomène significatif, la formation d'organisations sociales de masse comme le Comité de Défense populaire (CDP) de Chihuahua, la Coordination ouvrière, paysanne et étudiante de l'isthme de Oaxaca qui représentent non seulement la volonté des masses de s'organiser pour leurs revendications mais aussi le besoin pour ces secteurs d'agir sur le plan politique.

La campagne électorale menée par l'Unité ouvrière paysanne et populaire, comme l'enregistrement, premier jalon de la légalisation, du Parti révolutionnaire des travailleurs (8) en 1982 allaient dans le même sens. La candidature de la camarade Rosario Ibarra de Piedra a regroupé autour d'elle un capital impressionnant du point de vue de la participation des masses. Du même coup, la gauche indépendante du gouvernement était confrontée à deux options électorales : l'une, représentée par le PSUM, qui avait des opinions sur tout, même sur l'augmentation de la production de lait, et l'autre, incarnée par la camarade Rosario, qui appelait le peuple à lutter, à s'organiser et à ne compter que sur ses propres forces. Voilà pourquoi des secteurs pro-gouvernementaux ont qualifié cette candidature d'« *excroissance fractionnelle* » du PRT. En effet, cette campagne électorale ne respectait pas les règles traditionnelles du jeu parlementaire, ni celles du PRI ni celles de la gauche réformatrice.

Lors de son troisième congrès national en 1981 (9), le PRT a élaboré une conception qui a joué un rôle fondamental dans son développement ultérieur faisant de la construction d'un Parti des révolutionnaires une nécessité. Cette conception rompait avec une vision sectaire triomphaliste et réductrice de l'auto-construction. Le PRT n'était pas l'unique et achevé parti révolutionnaire de l'avenir.

Cependant, cette élaboration n'a pas été assimilée rapidement par les autres secteurs de la gauche révolutionnaire, elle a même accentué leur sectarisme. La naissance de l'Union nationale de la gauche révolutionnaire peut être considérée comme la formation d'un instrument d'autodéfense pour neutraliser le PRT.

LA SITUATION PRÉSENTE

Au cours des derniers mois, on assiste à un processus de redéfinition au sein de la gauche dont on voit aisément la raison. Certes, la situation de cette gauche s'est nettement améliorée depuis 1968, cependant la crise que connaît le pays rend plus urgente que jamais la perspective d'un projet national alternatif. Récemment, beaucoup de propositions unitaires ont été exprimées. S'agit-il seulement d'un phénomène qui correspond au besoin de la gau-

che de dépasser son isolement ou a-t-il des racines plus profondes ? Ce que la gauche exprime, c'est le sentiment unitaire du mouvement de masse, sentiment qui a été constamment réprimé par l'Etat mexicain et cette dynamique de la gauche reflète de façon indirecte l'unité du mouvement de masse. C'est ce qui la rend plausible et nécessaire.

Toutefois, il ne faut pas croire que dans la situation actuelle cette dynamique rend possible la formation d'une organisation unitaire de la gauche. Il ne s'agit pas en disant cela de manifester une vocation stérile de division. L'unité n'est pas seulement le produit d'une volonté, elle est surtout le produit d'une convergence politique et programmatique. Car il ne sert à rien de célébrer la naissance d'un parti unique si nous devons plus tard regretter son incapacité, sa paralysie et ses scissions.

Quand le PRT a fait ses propositions aux organisations citées nous avons fait quelques remarques, fondamentales à notre avis : ce nouveau parti doit avoir un caractère socialiste et une position d'indépendance de classe face aux patrons et au gouvernement. Et d'ailleurs, en ce qui concerne le PMT, nous avons enregistré lors du début des discussions, des déclarations du camarade Heberto Castillo, dirigeant de ce parti, qui allaient dans ce sens en reconnaissant s'être trompé en envisageant un travail unitaire avec la so-disante gauche du PRI, qui n'a jamais existé que dans les esprits. Ces deux aspects, comme le caractère du parti relié à sa composition sociale et son fonctionnement, sont pour nous le fil conducteur, pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire au Mexique.

En ce qui concerne le PRT, nous avons décidé de faire des propositions d'unification au PMT, au Parti de la révolution socialiste (PRS) (10) et à l'OIR-LM, car nous pensons qu'il y a une possibilité d'accord politique et programmatique, qui n'est évidemment pas total mais néanmoins substantiel. Il devra être confirmé ultérieurement, après un processus d'activités et de discussions politiques communes. La réponse de chacune des organisations aux moments importants de la lutte politique est aussi un problème essentiel. Ce fut le cas par exemple de l'atti-

4. Sur le PUM, voir *Inprecor* numéro 229. « Patria Roja » est une des scissions du Parti communiste péruvien qui a connu un éclatement important lors de la rupture sino-soviétique.

5. Le PRI fut fondé en 1928. Depuis lors, il se maintient au pouvoir usant largement de la fraude électorale et du clientélisme.

6. Organisation populiste qui mena une guérilla dans les années 1970, notamment dans l'Etat de Guerrero.

7. Section sympathisante de la IVe Internationale, lors de son congrès de 1974. Sur l'histoire du PRT, se reporter à *Inprecor*, numéro 225 du 8 septembre 1986.

8. Sur l'enregistrement du PRT, voir *Inprecor* numéro 106 du 20 juillet 1981. Le PRT ne sera définitivement légalisé qu'en 1982.

9. Voir *Inprecor* numéro 11 du 21 décembre 1981.

10. Sur la politique unitaire du PRT, voir *Inprecor* numéro 218 du 28 avril 1986.

tude prise par les différents partis face à l'initiative de secteurs du PRI de convoquer une manifestation « pour défendre la souveraineté nationale et contre l'intervention » (11).

A mon avis, cette manifestation est extrêmement importante non seulement parce que l'on n'avait pas vu depuis longtemps une action aussi pluraliste mais aussi parce que cela conduit immédiatement la gauche à discuter du type de front à construire et du type d'actions anti-impérialistes possibles. Par conséquent, cette manifestation a joué un rôle central dans les discussions sur la formation d'un nouveau parti révolutionnaire au Mexique.

Tout se passe comme si, de nouveau, la gauche avait été prise au piège avec cette histoire de « défense de la souveraineté nationale ». Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une action concrète, spécifique. Une idée telle que la défense nationale, si elle reste abstraite, peut être défendue même par des gouvernements réactionnaires et totalement liés à l'impérialisme.

Les secteurs de la gauche du PRI qui ont impulsé la marche ont utilisé l'action du sénateur américain Jesse Helms pour proposer cette initiative pluraliste. Le problème était très clair ; la commission du Sénat à laquelle Helms participait, avait dénoncé le gouvernement mexicain comme un gouvernement corrompu, se livrant au trafic de drogue et de dollars. Toute action à propos de cette intervention ne pouvait être interprétée que comme un soutien au gouvernement mexicain.

Jamais ces mêmes secteurs dits de gauche n'ont appelé à la mobilisation à propos de la loi Simpson-Mazoli (12) ou contre les ingérences du Fonds monétaire international (FMI) ou sur l'entrée de centaines d'agents du Bureau fédéral de recherche (FBI) nord-américains, censés surveiller le championnat du monde de football de juin 1986.

Pendant, les gens ne sont pas tombés dans le piège. Le peuple mexicain a voté avec ses pieds et n'a pas assisté à cette marche. Les masses présentes l'étaient grâce à la vieille méthode priiste du transport. Dès le matin, des camions se trouvaient sur les marchés pour amener les gens, et on obligea les travailleurs de quelques délégations politiques à venir. Il est réellement incroyable de voir que le jour suivant des personnalités démocratiques se soient félicités de la marche mais n'aient jamais fait aucune allusion à la qualité des participants.

Certains dirigeants de gauche pensent que le front patriotique est sur le point de se constituer ; Munos Ledo (13) lui-même évoque la possibilité de créer un front populaire démocratique qui défende la souveraineté nationale. Il est indiscutable que des secteurs du gouvernement vont tromper la gauche avec ce projet.

C'est pourquoi, quand le PSUM et le PMT par la voix de son dirigeant Heberto Castillo parlent de la possibilité de créer un front politique de gauche ou une fédération de partis politiques de gauche, quand ils disent avec insistance

que ce front ou cette fédération pourront être composés non seulement de partis mais aussi de personnalités, ils doivent clairement formuler leurs propositions, surtout si l'on conçoit ce front avec une structure interne, des organismes de base et une coordination au niveau de la direction. Le problème n'est pas de savoir si la création d'un front avec ces caractéristiques est correcte ou non, mais bien quelle est sa fonction et quelle sera sa politique.

Par conséquent, plusieurs problèmes doivent être discutés : Qui composera ce front ? En effet, il y a toujours des courants de gauche qui ne veulent pas l'unité avec d'autres partis de gauche, mais qui recherchent l'alliance avec le gouvernement ou certains de ses secteurs. Deuxièmement, quelle sera sa plate-forme d'action ? Le PRT considère que l'existence d'un tel front est fondamentale et en ce sens nous sommes disposés à y participer. Mais, pour nous, il ne peut s'agir d'un front où se retrouvent les patrons et les dirigeants du PRI en disgrâce. Ce front doit immédiatement se lancer dans l'action politique en prenant la tête de la lutte pour la démocratie et la défense de la nation, pour la défense des salaires et de l'emploi, contre le paiement de la dette, pour la défense des conventions collectives et contre la répression etc. Ce front doit donc diriger l'essentiel de ses attaques contre le PRI et le gouvernement sans se préoccuper de savoir si un priiste ou un patron en disgrâce veut y entrer mais, à l'inverse, veiller à ce que les larges masses de travailleurs et de paysans voient ce front comme leur instrument d'expression politique. Voilà le véritable défi auquel nous sommes confrontés.

QUEL PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

Mais en même temps les secteurs de la gauche révolutionnaire doivent avancer vers la formation d'un parti. Je voudrais à ce propos reprendre ici le débat qui a commencé sur la question du « parti des cadres » ou « parti de masse ».

La dynamique de rupture avec les vieux modèles et le dogmatisme qui est un phénomène sain peut déboucher sur l'éclectisme. Pour le PRT, mener ce débat de façon abstraite est profondément erroné. Certains camarades de gauche pensent que le seul fait de se prononcer pour un parti de masse, règle le problème. Le PRT s'est prononcé pour un parti qui regroupe en son sein les combattants sociaux de ce pays. Nous pensons que ces militants sont des milliers, des dizaines de milliers voire des centaines de milliers. Il ne s'agit pas de recruter n'importe quel citoyen qui passe dans la rue mais de former un parti avec les gens qui se battent dans leur syndicat, dans leur communauté, leur quartier, leur école etc.

Autrement dit, il faut chercher à créer un parti de combat, pas un parti qui, se voulant de masse, n'est qu'un parti d'opinion ou qui n'agit qu'au moment des élections.

Certains en ont conclu que pour construire ce type de parti de combat, il faut se débarrasser des concepts léninistes. Tel n'est pas notre avis. Bien sûr, sur bien des points, le parti révolutionnaire qui surgira au Mexique sera très différent du parti bolchevique russe.

Prenons un exemple, le parti de Lénine ne s'est jamais posé le problème d'intégrer dans ses rangs les combattants paysans. Nous pensons que ce fut une faiblesse importante qu'ils ont payée par la suite. Au Mexique, il est impossible d'imaginer un parti révolutionnaire sans la participation active et profonde de ce secteur. Ensuite, de nombreuses traditions nationales de notre peuple doivent intégrer le patrimoine de ce parti, ses symboles, son langage.

Mais d'autres aspects de ce que devrait être cette organisation relèvent bien des fondements de la conception léniniste. Prenons quelques exemples. Nous voulons un parti de milliers de combattants, mais ce parti se doit de former politiquement ces camarades pour la lutte révolutionnaire, sinon les risques de caudillisme (domination d'un chef, ndr.) et de bureaucratisme seront immenses. Nous ne voulons pas d'un parti où règne la démagogie sur la soi-disante égalité de tous et où, dans les faits, un seul domine, toujours plus égal que les autres. De même, il faut que ce parti garantisse l'autonomie des organisations sociales, autrement dit, les organisations sociales ne sont pas les bras du parti mais les bras de la société civile.

Pour le malheur du léninisme, on a voulu le réduire à l'année 1903 et en particulier au fameux livre de Lénine « Que faire ? ». Comment peut-on concevoir que les bolcheviks aient dirigé une révolution comme la révolution russe avec une conception de petite secte ? Prenons ces quelques remarques de Lénine :

« Les camarades qui ont la riche expérience du travail révolutionnaire sous l'autocratie devront aider de leurs conseils ceux qui débutent dans l'activité social-démocrate, dans les conditions nouvelles de la « liberté » (cette liberté est encore entre guillemets). Il est évident que les membres de nos comités auront à faire preuve d'un grand tact : les anciennes prérogatives formelles perdent inévitablement de leur importance aujourd'hui ; il faut tout recommencer à chaque instant « depuis le commencement », il faut démontrer aux larges couches de nouveaux camarades toute l'importance d'un pro-

11. A la suite des attaques portées par le sénateur américain ultra-conservateur Jesse Helms, le PRI convoquait une « manifestation en défense de la souveraineté populaire » le 21 mai dernier. Le PSUM, le PPR, l'PUIC et le PMT devaient s'y joindre à la différence de nos camarades du PRT qui refusaient toute collusion avec le gouvernement au nom de l'unité nationale.

12. Loi renforçant la législation anti-immigrés aux Etats-Unis, qui vise principalement les travailleurs mexicains. Voir *Inprecor* numéro 231 du 1er décembre 1986.

13. Dirigeant du PRI, particulièrement lié à la bureaucratie syndicale.

gramme, d'une tactique et d'une organisation social-démocrate fermes. N'oublions pas que, trop souvent, nous n'avons affaire jusqu'à présent qu'à des révolutionnaires issus d'une couche sociale déterminée ; nous aurons désormais affaire à des représentants typiques de la masse ! Ce changement appelle non seulement une modification des méthodes d'agitation et de propagande (nécessité d'utiliser d'un langage plus populaire, de savoir aborder un problème, de savoir exposer de la façon la plus claire, la plus saisissante, la plus convaincante les vérités fondamentales du socialisme), mais encore une modification de l'organisation » (14).

Voici ce que nous voulons faire du PRT. Cela ne signifie pas que pour avancer dans la construction du parti révolutionnaire, nous allons obliger tout le monde à se déclarer léniniste. L'acte de foi nous importe peu, seule compte la substance du problème.

En conclusion, nous ne sommes pas

intéressés par la construction d'un parti trotskyste qui n'a d'ailleurs jamais été la définition idéologique de notre parti. Ce qui nous intéresse, c'est la construction d'un parti pour la révolution socialiste, pour l'indépendance de classe, pour l'autonomie des organisations de masse, pour l'internationalisme prolétarien, qui lutte contre l'oppression des femmes et où pourront s'exprimer librement des idées différentes, où l'on pourra organiser des tendances et des fractions et où la seule loyauté due le sera envers le programme, non envers des individus ou des organismes de direction, un parti qui agisse socialement et pense politiquement, un parti qui se pose le problème du pouvoir et se prépare à sa conquête dès maintenant. ■

Sergio RODRIGUEZ,

La Batalla, numéro 15, juillet 1986.

14. Lénine, « Sur la réorganisation du parti », *Oeuvres*, tome 10, pp. 21-31, Moscou, 1968.

Le PRT et l'unité de la gauche

Résolution du comité central du PRT

Le comité central du PRT, réuni en session extraordinaire les 30 et 31 août derniers, a discuté de la politique à suivre en ce qui concerne les problèmes de l'unité de la gauche. Ses résolutions, présentées à la direction des autres partis de gauche, sont fondées sur les orientations présentées ci-dessous (les intertitres sont de la rédaction). ■

DOCUMENT

La situation politique et sociale que connaît notre pays est d'une extrême gravité. La politique de misère et de famine appliquée par le gouvernement du PRI en est l'expression la plus sérieuse. La baisse des salaires continue alors que les prix des produits de première nécessité augmentent. Les accidents du travail sont plus nombreux et s'ajoutent à la menace du chômage ; des dizaines de milliers de Mexicains sont sans logement depuis le séisme de 1985 et des millions de paysans sont sans terre. La chute des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation contraste avec l'augmentation croissante d'une dette extérieure qui atteint presque 100 milliards de dollars.

Sous le système capitaliste, la logique de la crise économique est implacable mais ce sont les partis et les hommes qui concrétisent les politiques économiques et leurs options. Miguel de la Madrid et son parti ont choisi de faire payer les conséquences de la crise aux travailleurs, aux paysans, aux habitants des quartiers populaires, aux jeunes, aux femmes et aux enfants des masses laborieuses. Leur politique économique les a même conduit à détruire ce qui restait du vieil « Etat-providence ».

Certains secteurs de gauche ou certains partisans de la démocratie voient ce processus avec crainte et regrettent

cette vieille forme de domination identifiée à l'« Etat-providence ». Ils ont peur que le PRI ne perde son hégémonie dans la société face au risque de développement de l'extrême droite. Ils pensent même que des événements tels que ceux qui se sont passés lors des élections de Chihuahua (1) témoignent d'une évolution de la conscience populaire, d'un virage à droite. Avec une telle argumentation, on ne peut tirer qu'une conclusion pessimiste sur le futur de la gauche.

Le PRT ne partage pas cette analyse. Le pays ne passe pas par une période droite, il traverse la crise la plus grave du système de domination et de contrôle du PRI. Un système de domination dont la population exploitée et opprimée est chaque fois plus lasse. Les secteurs des masses qui se mobilisent aujourd'hui contre la fraude électorale (2) ne le font pas pour appuyer des projets fascistes mais pour défendre les droits démocratiques bafoués par le PRI. Pour défendre ces droits, la gauche doit s'allier avec tout le monde. La gauche ne sera pas inconséquente dans la lutte pour les libertés démocratiques et politiques. Il serait illusoire de penser qu'après une période d'inexistence virtuelle de la gauche dans notre pays, alors qu'elle a perdu ses droits légaux et électoraux pendant des décennies et compte tenu du processus de dépolitisation dont le PRI porte la responsabilité, les travailleurs et les

paysans qui rompent aujourd'hui avec ce parti puissent voir immédiatement dans cette gauche une alternative électorale majoritaire. La situation est beaucoup plus complexe. Beaucoup de ces travailleurs et paysans qui votent aujourd'hui pour le Parti d'action nationale (PAN) (droite, ndlr.) ne voient pas la gauche comme leur ennemie, mais au contraire, avec sympathie ; dans la lutte sociale quotidienne, ils sont d'accord avec le programme de la gauche et absolument pas avec celui de la droite, qu'elle soit dans ou hors du gouvernement. Ils votent pour le PAN parce qu'ils pensent qu'il est plus à même de battre le PRI sur le plan électoral.

Ce que nous venons de dire signifie que l'appui dont bénéficie le PAN est fondamentalement électoral et donc, si la gauche doit évidemment lui disputer le terrain, sa tâche centrale doit se diriger vers l'action politique quotidienne au sein des organisations ouvrières et paysannes. Ce qui peut arriver de pire à la gauche mexicaine, c'est de tomber dans un désespoir stérile, réduisant tout au problème électoral, perdant de vue la signification politique de la perte de contrôle de l'Etat, qui crée un terrain beaucoup plus favorable à l'activité politique de la gauche. Tout ceci à condition, bien évidemment, de ne pas tomber dans le vieux piège de l'alliance avec des secteurs du PRI qui, aujourd'hui, veulent s'affubler de l'habit de la démocratie. Ce n'est pas de l'Etat que surgiront les forces qui démocratiseront la société et la gauche ne pourra dépasser sa faiblesse relative en acceptant les pires alliances avec le PRI, les mêmes qui ont toujours obstrué la voie de l'indépendance politique des travailleurs et qui sont rompues par le PRI une fois passé le danger d'une perte de son contrôle.

L'UNITÉ POUR L'ACTION

Voilà la situation qui a amené l'ensemble de la gauche mexicaine à repenser son intervention politique traditionnelle. Dans toutes les organisations de gauche des points de vue politiques très différents s'expriment, dont l'importance est grande pour l'avenir. Ainsi le veut la situation.

En même temps, dans toutes nos organisations, le sentiment unitaire s'est fortement développé. C'est en soi, digne d'éloge. Le processus de « déssectarisation » que nous avons connu nous a permis de faire face à la situation actuelle. C'est parce que nous pensons que la situation pour la gauche mexicaine est promet-

1. Les élections, qui devaient pourvoir aux postes de gouverneur dans plusieurs Etats du Mexique en juillet dernier, ont été l'occasion d'une fraude électorale éhontée de la part du PRI. Dans l'Etat de Chihuahua, où, de toute évidence, le PAN devait remporter le poste et non le PRI comme ce fut proclamé officiellement, d'importantes manifestations se sont déroulées exigeant le respect du suffrage.

2. Sur la création du « Forum pour le respect du suffrage effectif », voir *Inprecor* numéro 228 du 20 octobre 1986.

teuse que le PRT a discuté avec beaucoup d'attention comment construire une unité au bénéfice des exploités et des opprimés. Mais ceci implique d'être très attentifs aux conditions de réalisation de cette unité. Elle doit être viable afin d'éviter un échec qui briserait les espoirs du peuple travailleur qui veut s'affronter à la situation actuelle dans l'unité la plus large. L'unité de la gauche mexicaine est un besoin incontournable et c'est d'abord une unité dans l'action, parce que dans la lutte contre les attaques du niveau de vie des masses, pour la défense de l'emploi, des conventions collectives, du salaire, dans la lutte contre les accidents du travail ou contre la dette extérieure, notre unité a été très limitée.

Contradictoirement, la gauche a progressé davantage sur le plan des accords électoraux en formant des coalitions dans plusieurs Etats du pays. C'est insuffisant. De même, nous participons à de larges regroupements pour défendre le respect du suffrage, la gauche doit parvenir à des accords pour défendre les salaires, l'emploi, les conventions collectives, contre le paiement de la dette extérieure, afin d'arriver à un programme de lutte et de mobilisations sur ces questions. Voilà qui aiderait à construire la gauche comme une alternative de lutte globale répondant aux besoins des masses travailleuses.

UNE SEULE ORGANISATION DE LA GAUCHE ?

L'unification des organisations se situe à un autre niveau. Sur ce plan, le PRT avait avancé un peu au cours de discussions et d'un travail commun avec le PMT. Les conditions de ce processus ont changé dans la mesure où l'on nous a proposé une unification pluripartite non seulement avec le PMT mais également avec au moins le PSUM, le PPR et l'UIC. D'après la direction nationale du PMT, le but serait de concrétiser cette unification au mois de février 1987. Le comité central du PRT s'est vu dans l'obligation de décliner sa participation à cette unification car il considère que le calendrier proposé pour une fusion de cette ampleur est tout à fait prématuré. Malheureusement, cette démarche annule aussi le processus bilatéral engagé entre le PMT et le PRT, processus qui, après six mois de travail commun commençait à porter ses fruits et à cerner les principaux thèmes de discussion entre nos deux partis. Nous considérons qu'une unification de cette envergure demande un échange de vues approfondi ainsi qu'un travail en commun prolongé pour garantir une fusion solide. Nous pensons que la gauche doit agir non seulement avec audace mais également dans un grand esprit de responsabilité pour ne pas renouveler des expériences décevantes. Il est utile de rappeler ici l'expérience de la constitution du PSUM (en 1981, ndr.) qui s'était également alors présenté comme le parti unifié de toute la gauche et les effets produits par la rupture du PMT par rapport au projet initial, comme d'ailleurs les scissions ultérieures subies par le

nouveau parti (3).

Nous ne devons pas sous-estimer les différences politiques qui existent aujourd'hui au sein de la gauche. Nous ne devons pas non plus préjuger de la possibilité d'en dépasser certaines. Ce qui nous importe, ce ne sont pas les divergences passées, mais la solidité des accords unitaires dont on a besoin pour agir ensemble, ce qui rend nécessaire un véritable processus de convergence à la base ; on ne peut le remplacer ni par le volontarisme ni en soumettant le processus de clarification nécessaire à la constitution d'un nouveau parti aux échéances de la prochaine campagne électorale fédérale.

Le comité central du PRT considère qu'avant de franchir une telle étape, il est possible de proposer une phase intermédiaire qui, en tout état de cause, aide au travail unitaire de la gauche et établit les bases d'une unification, sinon totale, du moins partielle de plusieurs partis de gauche. Cette phase préalable, c'est la constitution d'une fédération de partis de gauche. Cette fédération devrait avoir une structure organique, une direction paritaire collective, une structure nationale et municipale, son propre organe de presse, un bulletin intérieur, une coordination du travail syndical, paysan, de quartier, des femmes et des jeunes. Une fédération de ce type serait l'instrument idéal pour agir de façon unifiée dans le mouvement de masses. C'est un moyen d'éviter la répétition d'expériences où coexistent au sein d'un même parti deux centrales paysannes ou des projets syndicaux radicalement opposés.

Un tel mécanisme, nous permettrait à moyen terme de franchir une étape supplémentaire, peut-être l'unification de tous, peut-être l'unification de quelques-uns, mais, dans tous les cas, en le faisant avec responsabilité et sérieux. Une fois de plus, répétons-le, le pire pour la gauche serait d'agir avec précipitation sur ce plan. Le comité central du PRT a réaffirmé sa conviction que notre parti ne représente pas à lui seul le parti révolutionnaire de masse dont nous avons besoin. Il a par conséquent réaffirmé qu'une convergence avec d'autres forces révolutionnaires est nécessaire. Mais ceci ne signifie pas que nous soyons disposés à nous unifier avec n'importe qui, n'importe comment et n'importe quand. Cette absence de définition politique, apparemment très unitaire, est un poison pour tout projet sérieux d'unification. Il faut qu'un tel processus fasse l'objet de discussions politiques ouvertes, auxquelles participent non seulement les directions mais aussi les militants de base des partis, qui se concrétisent dans un accord programmatique substantiel et d'où surgisse un parti qui fonctionne démocratiquement, ne reproduisant pas ce qu'il y a de pire dans le PRI, le caudillisme et le clientélisme, un parti qui ne garantisse pas seulement les droits d'opinion mais aussi le droit de tendance et donc la possibilité pour les tendances, de gagner la majorité. Il faut un parti de combattants et de lutte, pas seulement un parti électoral, un parti qui ne soit pas le refuge des militants

du PRI en disgrâce, un parti qui se construit par un travail quotidien dans la lutte. Pour y parvenir, le PRT considère qu'il faut travailler en commun à moyen terme.

LES PROPOSITIONS DU PRT

En ce qui concerne la participation électorale, le comité central du PRT réaffirme la proposition qu'il a faite depuis les précédentes élections fédérales en 1985. A l'époque, cette proposition n'avait pas abouti mais l'expérience acquise cette année lors du scrutin national avec la constitution de coalitions locales va dans le même sens. Il faut que les trois partis de gauche indépendants du PRI, qui sont enregistrés légalement, forment une coalition électorale nationale.

Il faut sûrement mener une première bataille à ce niveau : présenter pendant la session actuelle de la Chambre des députés une initiative de lois qui réaffirme la Loi fédérale sur les organisations politiques et les élections, afin qu'il soit possible pour les partis politiques de former des coalitions sans perdre leur enregistrement légal (4). Mais même si l'on obtenait pas une telle réforme, le PRT est d'accord pour former une coalition dans les conditions actuelles de la législation électorale.

Nous pensons que les délais sont trop courts pour réaliser une fusion en un seul parti, mais sur le plan électoral il est urgent de former une coalition, même si cela implique la perte de l'enregistrement de chacun des partis de gauche en faveur de l'enregistrement de la coalition. Compte tenu des progrès vers l'unité que l'on peut constater aujourd'hui, on comprend qu'il soit utile de présenter une alternative unitaire de gauche lors des élections et l'enregistrement légal est secondaire face à cette nécessité. De plus, cela n'ôte pas la possibilité à chaque parti d'exister de façon autonome et de faire sa propre expérience. Evidemment, il existe un rapport entre les propositions de fédération et de coalition, cette dernière étant l'expression légale, électorale, de la première.

Telles sont nos propositions ; le PRT les soumet à la considération de toute la gauche et des organisations de masse. Il faudra trouver collectivement les plus favorables pour la lutte des travailleurs des villes et des campagnes. ■

Le comité politique du comité central
du PRT,
Mexico, 25 septembre 1986.

3. Le PSUM est issu de la fusion en 1981 du Parti communiste mexicain (PCM) avec plusieurs groupes nationalistes et stalinien. Le PMT, qui, initialement, devait également en faire partie, s'y refusa finalement. En février 1985, le PSUM connaissait une scission importante qui devait donner le PRS.

4. La législation mexicaine, particulièrement anti-démocratique en matière d'élections, prévoit que les coalitions électorales de plusieurs partis annule l'enregistrement de chacun de ces derniers au profit du regroupement ainsi formé. Les partis doivent de nouveau se faire enregistrer, ce qui est une véritable course d'obstacles juridiques.

